

Le journal DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

Vol. 19 | PRINTEMPS 2024 | 6.00 €

EXCLUSIF



La carte 2024
des **3,5 millions**
de Français
dans le monde

DOSSIER

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER

La course à la croissance

EN PARTENARIAT AVEC

franceinfo:



FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER
.FR

FRANÇAIS

AU CANADA

Les clés de la
résidence
permanente

ENTRETIEN

François Delattre,
ambassadeur
de France
en Allemagne

CORINNE LEVET

« L'accueil des
nouveaux expatriés
est le cœur de
notre mission »

PROSPECTIVE

Le français, une
langue d'avenir et
d'affaires au Canada

M 02525 - 19 - F: 6,00 € - RD



EXCELLENCE ÉDUCATIVE ET BIEN-ÊTRE À L'ÉCOLE POUR
ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES À S'APPROPRIER LE MONDE



La Maternelle

MLFMONDE

**Donnez les clés de la réussite
et de l'avenir à vos enfants !**

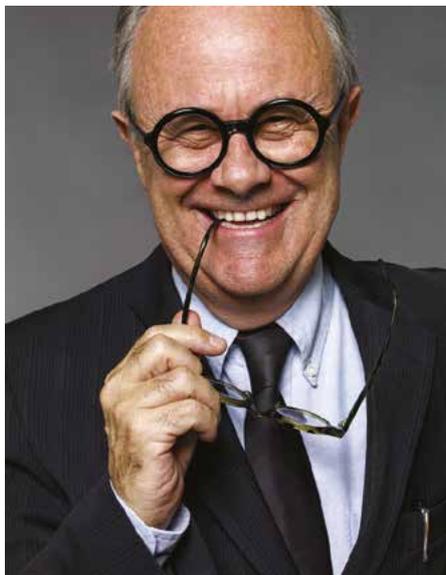
- ✓ Apprentissages solides
 - ✓ Bien-être pour bien apprendre
 - ✓ En route vers le plurilinguisme
 - ✓ Partenariat avec les parents
- (français, langue locale, anglais)*

mlfmonde.org/maternelle

ÉDITO

La mobilité au scanner

Comme tous les ans, vous trouverez dans ce numéro notre carte de la présence française dans le monde, réalisée à partir des inscriptions consulaires compilées par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) pour l'année 2023. Rappelons-le, si ces chiffres ont une vraie valeur informative, ils ne disent pas tout du nombre total de nos ressortissants à l'étranger puisque l'inscription consulaire n'est pas obligatoire. Ainsi, notre estimation globale, réalisée à partir de projections de l'Insee, est plus large. Pour autant, cet indicateur des inscriptions consulaires permet de dégager des constantes. Le Ministère relève ainsi que « les cinq premiers pays d'accueil de la communauté inscrite au registre restent les mêmes que les années précédentes, avec dans l'ordre la Suisse (169.166 inscrits), les États-Unis (150.587), le Royaume-Uni (140.286), la Belgique (117.755) et le Canada (108.874) ». Toujours selon le MEAE, la part de ces cinq pays représente « 40,5% de la communauté française inscrite au registre, dont 31,8% de binationaux ». Autre enseignement avec la répartition par continent, où l'on observe que, toujours selon les chiffres consulaires, l'Europe (UE et hors UE) reste l'espace de mobilité privilégié par nos compatriotes (pour 48,54% d'entre eux), suivi de l'Amérique et des Caraïbes (20,55%), de l'Afrique



© Stéphane de Bourgies

du Nord et du Moyen-Orient (15,65%), de l'Asie-Océanie (7,72%), et enfin de l'Afrique subsaharienne et de l'océan Indien (7,54%).

La structure par âge de ces ressortissants français inscrits sur les listes consulaires est une autre donnée intéressante car elle souligne qu'un quart d'entre eux ont moins de vingt-cinq ans. Des jeunes qui ont besoin d'être scolarisés et dont une majorité d'entre eux fréquente les établissements fédérés par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), présente dans 139 pays et qui accueille plus de 392 000 élèves. Notre grand dossier

éducation revient sur les grands objectifs du réseau et donne la parole à celles et ceux qui le font vivre au quotidien. C'est le cas notamment de la Mission laïque, association plus que centenaire qui scolarise les enfants de la maternelle à la terminale, au sein des 108 écoles du réseau « mlfmonde », implantées dans 37 pays. Toutes ces forces vives contribuent à cheminer vers l'objectif affiché par le président de la République en 2017, à savoir l'accueil de 700 000 élèves dans le réseau AEFE d'ici 2030. Intention réalisable ou vœu pieux? Les grands acteurs impliqués dans cette ambition ont la parole pour y répondre. Bonne lecture

Jean-Pierre Pont

Retrouvez-nous sur notre site et abonnez-vous à notre newsletter gratuite :
www.francaisaetranger.fr

**Le journal
DES FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER**

Français à l'étranger est édité par TDME, 11 bis, rue Portalis, 75008 Paris. SAS au capital social de 110.950 €. RCS Paris 798 269 726. Numéro de commission paritaire : 0520 I 93671.

Bureau de Montréal :
Journal des Français à l'étranger, 1455 rue Drummond Bureau 2B Montréal QC H3G 1W3 (CCIFC). 514-529-0571.

Bureau Asie :
Nicolas Balthazar
nicolas.balthazar@francaisaetranger.com
CCI France/Vietnam,
186 Nguyen Van Huong,
Le Square, Thao Dien,
HCMC.
Tél. : + 84 (0) 28 38258625.

Directeur de la publication :
Jean-Pierre Pont.
jpp@francaisaetranger.fr
Tél. : 07.71.70.78.54.

Rédaction et coordination :
Laetitia Dive.
laetitia.dive@francaisaetranger.com

Rédaction :
Anaïs Bouitcha,
Salomé Hénon Cohin,
Emmanuel Langlois,
Leena Lecointre,
Julie Marie,
Wyloën Munhoz-Boillot.

Secrétariat de rédaction :
Didier Bras.

Direction artistique et maquette :
Grand National Studio.

Cheffe de publicité :
Sophie Prieto.
sophie.prieto@francaisaetranger.com

Photo de couverture :
© Ground Picture / Shutterstock.com

Impression : CEE.





26

© Ground Picture



13

© StarabiedCA



22

© Frank Peters

06 À la une

Corinne Levet,
Fédération internationale
des accueils français
et francophones
d'expatriés (Fiafe)

10 Parfums d'aventure

Français du monde,
la chronique de Franceinfo

13 Français au Canada

13 Les clés de
la résidence permanente

14 Le français,
une langue d'avenir et
d'affaires au Canada
18 Observatoire en
immigration francophone
20 Tradition :
le boulanger de Fernie
21 Victoria, une cité
« tournée vers l'avenir »

22 Allemagne

22 Une voisine aux
multiples facettes
24 François Delattre,
ambassadeur
de France

26 Éducation

26 Matthieu Peyraud,
ministère de l'Europe et
des Affaires étrangères
30 Claudia Scherer-Effosse,
Agence pour l'enseignement
français à l'étranger
32 AEFÉ : les grands
rendez-vous 2024
34 Les chiffres de
l'orientation après le bac
36 Agora Monde, pour
faire communauté
virtuellement
38 Jean-Marc Merriaux,
Mission laïque française

42 Jean-Noël Tronc, Centre
national d'enseignement
à distance (Cned)
44 Scolarité à l'étranger :
quel établissement choisir ?
46 Zoom sur les
établissements labellisés
50 Réseau d'associations
Flam, promotion du
français comme langue
maternelle



le français
avec
facile 



PARLEZ-VOUS PARIS ?

Un podcast et des exercices gratuits pour préparer son séjour à Paris, perfectionner son français et vivre pleinement la grande fête du sport !



RADIO OFFICIELLE

À écouter ici





▲ Le conseil d'administration de la Fiafe.

© FIAFE

CORINNE LEVET

« L'accueil des nouveaux expatriés est le cœur de notre mission »

Depuis 1984, la Fédération internationale des accueils français et francophones d'expatriés (Fiafe) regroupe des dizaines d'associations, présentes aujourd'hui dans 90 pays. Interview de sa présidente, Corinne Levet.

Vous fêtez les quarante ans de la Fiafe cette année. Pourriez-vous revenir sur l'histoire et les raisons d'être de la fédération ?

Nous sommes une organisation apolitique, non-professionnelle et uniquement gérée par des bénévoles sans qui nous ne pourrions exister. Notre fédération a toujours gardé ces principes et nous y sommes très attachés. A sa création en 1984, l'idée de la Fiafe était d'offrir à des Français fraîchement expatriés à l'étranger une association dans laquelle toutes les opinions pouvaient se retrouver. Les fondatrices s'étaient alors inspiré des accueils qui existaient dans les différentes villes de France pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux venus. Quarante ans plus tard, notre réseau compte près de 160 accueils, environ 10 000 bénévoles et 100 000 adhérents.

Comment se crée un accueil dans un pays étranger, et comment cette association peut-elle devenir membre de votre réseau ?

Les deux vont généralement ensemble. Dans la plupart des cas, il s'agit de Fran-

çais qui s'installent dans une ville où il n'existe pas encore d'accueil et qui nous contactent pour en créer un. Nous les accompagnons dans cette création: nous leur expliquons des modèles de statut et leur expliquons que, pour ouvrir cet accueil, il leur faut trois personnes (président, trésorier et secrétaire) et deux ou trois adhérents. Nous les accompagnons à chaque étape, de la rédaction des statuts jusqu'à la création du logo et des comptes de l'association sur les réseaux sociaux. On leur suggère aussi d'organiser un café de lancement qui se tient de plus en plus souvent à l'ambassade ou au consulat. En effet, le réseau diplomatique pousse aujourd'hui à la création de ces accueils car ils sont un soutien pour eux. Par ailleurs, nous expliquons dès le départ à ces nouveaux accueils qu'ils n'ont pas à s'emparer de sujets politiques ou diplomatiques.

Quelles activités proposent ces accueils à leurs adhérents ?

Elles dépendent de chaque accueil : il peut y avoir des activités sportives, ar-

tistiques, culturelles ou encore sociales. Chacun d'entre eux est à l'écoute de ses adhérents et s'adapte à eux : création d'un club pour enfants lorsqu'il y a beaucoup de familles, organisation d'apéritifs ou de dîners quand la plupart des adhérents travaillent en journée, etc. Ces activités varient aussi selon les territoires. Au Canada, les adhérents vont pratiquer le ski de fond et le patin à glace, en Islande ils organisent des excursions pour admirer les aurores boréales. Dans l'ensemble, le volet culturel est très important avec des sorties organisées pour découvrir la ville, voire le pays. Dans les accueils de grande taille, il y a même parfois des recrutements de guides francophones pour ces visites. On trouve également un certain nombre d'accueils qui accompagnent les adhérents dans la recherche d'emploi: il y a une vraie demande en la matière. Souvent, ceux qui trouvent un travail grâce à cet accompagnement continuent à s'investir au sein de l'accueil. Il y a enfin des ateliers pour se préparer à une autre expatriation ou pour anticiper un retour en France.



AU CŒUR DE L'INFO

Un tour d'horizon complet de l'actualité du jour



Stéphanie ANTOINE
du lundi au jeudi
18h-20h*

Achren VERDIAN
du vendredi au dimanche
18h-21h*

* heure de Paris



À (re)voir sur france24.com

Qui sont les expatriés qui vous rejoignent ?

Il y a beaucoup de couples de tous âges et de familles, moins de personnes seules. Concernant la durée de séjour, il y a de tout : certains sont expatriés depuis des années, voire mariés avec des locaux, d'autres ont un contrat d'expatriation pour une durée précise. C'est un défi pour les associations de pouvoir proposer des activités qui soient adaptées à tous, mais il est important que les accueils regroupent à la fois des personnes présentes de longue date dans le pays et des nouveaux arrivants. Car si l'accueil des nouveaux expatriés est le cœur de notre mission, il est surtout possible grâce à la présence des anciens. Dans l'ensemble cela fonctionne bien : nous avons constaté en ce début d'année une augmentation du nombre d'adhérents dans 80% des accueils.

Un étranger peut-il rejoindre un accueil ou faut-il forcément être français ?

Chaque accueil est indépendant et dispose de ses propres règles, sachant que tous les échanges se font en français. La plupart choisissent donc de cibler les Français et francophones expatriés pour aider des personnes à s'installer dans un pays ou une ville qu'ils ne connaissent pas. Mais il peut y avoir parfois plus d'une trentaine de nationalités dans certains accueils, entre les francophones, les binationaux, etc.

Dans quelle mesure ces accueils collaborent-ils avec des institutions culturelles et éducatives françaises à l'étranger ?

Les accueils sont riches par leurs adhérents qui sont très implantés dans la communauté française locale, au-delà de leur investissement au sein de l'association. Ainsi, lors des journées d'accueil dans les établissements français, les associations disposent presque toujours d'un stand. Sur le plan culturel, il y a des relations plus ou moins étroites avec les Alliances ou Instituts français selon les pays. Dans certaines villes, une vraie collaboration existe pour l'organisation de conférences ou d'expositions : l'accueil se charge alors de relayer l'événement auprès de ses adhérents.

Quel est le rôle de la Fiafe dans la coordination de ces accueils, notamment pour les nouveaux venus ?

Nous proposons toujours une visioconférence de bienvenue aux accueils qui nous rejoignent. Comme nous sommes une fédération reconnue d'utilité publique



▲ Le Bureau de la Fiafe (avec Corinne Levet, à gauche)

**« NOTRE RÉSEAU
COMPTE PRÈS DE
160 ACCUEILS, ENVIRON
10 000 BÉNÉVOLES ET
100 000 ADHÉRENTS. »
CORINNE LEVET**

depuis 2022, la Fiafe a une place dans les conseils consulaires. Aussi, je donne délégation au président de chaque nouvelle association pour représenter notre fédération dans ces conseils après lui avoir transmis un certain nombre d'informations sur son rôle et ses valeurs. Une fois intégrés à la Fiafe, ce sont eux qui nous sollicitent pour des problématiques variées. Nous recevons tous les jours des mails, notamment lorsqu'une équipe s'en va et qu'elle a peur de ne pas avoir de successeurs pour faire perdurer l'accueil. Nous en discutons ensemble et, pour l'heure, nous avons toujours trouvé une solution.

En 2022, la Fiafe a été reconnue d'utilité publique : qu'est-ce que cela change pour votre fédération ?

Il s'agit avant tout d'une reconnaissance morale du travail des 10 000 bénévoles et, plus généralement, de tous ceux qui se sont investis pour faire fonctionner la Fiafe depuis 1984. Cela officialise aussi notre rôle : nous apparaissions désormais auprès de toutes les entités françaises à l'étranger comme un acteur incontournable de la communauté.

Faites-vous remonter les préoccupations de vos adhérents aux parlementaires qui représentent les Français de l'étranger ?

Nous leur faisons remonter des observations empiriques qui n'ont pas la prétention d'être exhaustives. Mais comme la Fiafe est en effet représentée dans un grand nombre de pays, nous avons une vue d'ensemble qui peut leur être utile.

Vous accompagnez aussi les expatriés qui rentrent en France : qu'est-ce qui leur est proposé comme accompagnement ?

Cet accueil est très dynamique avec des adhérents qui rentrent de tous les pays, ce qui lui confère une vraie richesse. On y retrouve d'un côté les expatriés qui rentrent définitivement à Paris, soit ceux qui sont de passage entre deux expatriations. Cette association propose le même type d'activités que les autres accueils et permet de garder un lien avec la communauté de Français qui a vécu à l'étranger. C'est important car il s'agit d'expériences qu'il est parfois difficile de partager avec ses proches restés en France. Parfois, le retour en France est d'ailleurs plus compliqué qu'une installation à l'étranger, notamment pour les personnes qui ont passé la plus grande partie de leur vie loin de l'Hexagone. L'accueil de Paris leur offre donc une transition en douceur entre la vie qu'ils ont eue dans d'autres pays et leur nouveau quotidien en France. ♦

Plus d'infos sur www.fiafe.org

RAPPORT SCHUMAN SUR L'EUROPE L'ÉTAT DE L'UNION 2024

L'ouvrage annuel de référence sur l'Europe



ISBN : 978-2-49276-342-7
Prix : 22,00 € TTC – 296 pages

Sans perdre de vue ses espoirs et ses ambitions en matière de transition verte et numérique, d'autonomie énergétique, de conquête spatiale et maritime, de recherche et d'innovation, l'Union européenne a beaucoup évolué en cinq ans (santé, guerre à ses frontières) et commence à façonner une posture géopolitique. Les questions liées à la souveraineté européenne, à la défense et à la définition d'une position commune face aux autres puissances mondiales, notamment les États-Unis et la Chine, suscitent des réponses qui vont dans le bon sens.

Au cœur des enjeux majeurs et cruciaux pour l'avenir de l'Europe, la 18ème édition du **Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union** ne réunit pas seulement des acteurs éminents du monde politique, au premier rang desquels le président de la République française, la présidente de la Commission européenne et celle du Parlement européen. Il donne la parole à des acteurs de l'entreprise, de la recherche et de la diplomatie. Tous partagent au fil de l'ouvrage leurs analyses et leurs visions sur la plus-value de l'Union européenne.

Agrémenté de cartes originales et de données statistiques commentées, **le Rapport Schuman sur l'Europe, l'état de l'Union 2024** constitue un outil indispensable pour comprendre les enjeux multidimensionnels de l'Europe contemporaine.

Cet ouvrage, réalisé sous la direction de Pascale Joannin, est publié aux éditions Marie B dans la collection *Lignes de repères*.

Disponible en librairies et en version numérique

FONDATION ROBERT
SCHUMAN

FRANÇAIS DU MONDE, LA CHRONIQUE DE FRANCEINFO

DIFFUSION LE DIMANCHE À 7H24 ET 10H54

Parfums d'aventure

Ils ont franchi le pas, animés par une soif de découverte, des idées originales, une motivation sans faille... Ils rencontrent parfois quelques écueils, mais la réussite est souvent au bout du chemin.

Le Portugal, toujours plus attractif pour les entreprises françaises

Très présentes dans le pays, les entreprises tricolores emploient 60 000 personnes au Portugal.

Avec plus de 17 milliards d'euros, la France est le deuxième investisseur direct étranger au Portugal. Selon les chiffres officiels, les Français sont 60 000 à vivre et travailler au Portugal. Et si le pays attire environ 750 filiales de grandes sociétés tricolores, c'est qu'ici, les coûts d'opération pour les entreprises sont quasiment deux fois moins chers qu'en France. Plusieurs secteurs de l'économie sont donc en croissance, commente Laurent Marionnet, directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie luso-française (CCILF) : « D'abord le tourisme, évidemment, qui a fait redémarrer la machine après la crise financière de 2008-2014. Aujourd'hui, le tourisme représente 20% du PIB, et il y a tou-



jours des projets de développement. Ensuite, vous avez aussi l'industrie traditionnelle, qu'il ne faut pas oublier, car c'est elle qui permet au Portugal, en temps de difficulté, de fonctionner. Depuis quelques années déjà, on assiste à des relocalisations d'entreprises qui étaient parties produire en Asie ou en Afrique du Nord. » Le maire de Lisbonne a

d'ailleurs récemment symboliquement inauguré une « fabrique à licornes » dans la capitale, du nom de ces sociétés issues des nouvelles technologies et valorisées à plus d'un milliard de dollars. Reste que si le coût de la vie est moins élevé qu'en France, les revenus sont aussi plus bas.

Contact : www.ccilf.pt



Accompagner la montée en gamme des entreprises au Cambodge

Près de Phnom Penh, un Français a cofondé une plateforme destinée à accompagner la formation des producteurs locaux en matière de RSE (responsabilité sociétale des entreprises).

Son portefeuille de clients grossit régulièrement. L'idée de la plateforme Impact est venue il y a environ cinq ans à Hassan Hajam. Son but : accompagner les entreprises locales pour répondre aux critères de plus en plus exigeants des fonds d'investissement étrangers responsables en matière de protection des droits humains et de l'environnement. C'est donc à un changement de mentalité profond que le Français engage ses clients. Il s'agit de tordre le cou aux idées reçues, comme en matière d'agriculture où limiter le recours aux pesticides ne fait pas forcément baisser le rendement des terres : « On pense que changer la manière de produire avec moins d'intrants chimiques, ça va être plus cher et moins productif, ce qui est, à mon avis, faux. Si on regarde sur le long terme, ces terres vont être complètement inutilisables sur plusieurs années et le fermier ne pourra plus produire sur une période de cinq, dix ou quinze ans parce que ces terres, il faudra les laisser se reposer pour qu'elles soient capables de se régénérer et reproduire. »

Manioc, noix de cajou, mangues, banane, poivre..., le Cambodge fait partie des pays émergents à exporter la plus grande partie de sa production agricole, dans un secteur morcelé en petites propriétés familiales.

Contact : <https://platform-impact.com>

franceinfo matin

7h/10h

Jérôme Chapuis

Salhia Brakhlia



franceinfo:
radio . web . tv canal 27

Et tout est plus clair.

Détroit : l'autre capitale artistique des États-Unis

Bien sûr, le berceau de la construction automobile dans le monde ne rivalise pas avec des villes comme Boston ou New York, mais la métropole du Michigan, face au Canada, abrite des musées loin d'être anecdotiques.

Détroit est une cité industrielle, mais aussi culturelle. Le DIA, le musée des Arts de Détroit, est même l'un des plus grands du pays. Impossible de manquer l'édifice néoclassique blanc éclatant, qui surplombe l'avenue Woodward, l'artère principale de la ville, explique Stéphanie Rodriguez, agent immobilier à Détroit: «Le bâtiment a une centaine d'années, c'est assez diversifié. On peut voir du street art et des photographies. Ce qui est intéressant avec ce musée, c'est qu'il est gratuit si on habite aux alentours et il propose beaucoup d'activités pour les jeunes enfants.» Créé en 1885, le musée abrite 60000 œuvres. Après la faillite de Detroit en 2013, les autorités ont bien lorgné sur ces trésors pour remplir leurs caisses exsangues, mais la direction du musée est arrivée à



© Emmanuel Langlois

sauver ses Rembrandt, Van Gogh et autre Matisse. La collection du DIA est estimée aujourd'hui à plus de 8,5 milliards de dollars. La pièce maîtresse du musée est une fresque monumentale des années 30, avec 27 panneaux recou-

vrant les quatre murs du hall d'entrée. Financée par les usines Ford, l'œuvre représente les ouvriers de l'industrie automobile ainsi que les avancées technologiques de l'époque.

Contact : www.dia.org



© DR

Île Maurice : quand les déchets de canne à sucre font de l'électricité

L'exploitation de la canne permet aujourd'hui de produire de l'électricité verte et renouvelable pour tout le pays.

Jérôme Jaen vit depuis quinze ans à Maurice. Il est aujourd'hui directeur général pour l'agro-industrie et l'énergie d'Omnicanne, l'un des grands acteurs sucriers de l'île. Il explique que pour continuer à exister, l'industrie sucrière a dû se diversifier, et notamment dans la production d'électricité, grâce à la bagasse, le résidu solide de la canne à sucre. «On a des centrales énergétiques avec des efficacités très élevées, ce qui nous permet de produire une quantité d'énergie beaucoup plus importante avec la même quantité de canne. C'est brûlé dans une chaudière, ce qui va produire de la vapeur, entraîner une turbine et produire de l'électricité.» Aujourd'hui, à elle seule, la centrale d'Omnicanne produit près de 20% de l'électricité consommée par toute l'île Maurice, avec un rendement élevé de 100 kw/heure par tonne de canne à sucre. D'autant que la ressource est déjà présente dans l'usine. En pleine saison, elle consomme 30 m³ de canne à sucre par heure. Les exportations de sucre représentent aujourd'hui à peine 2% du PIB de l'île Maurice, après avoir connu leur apogée au XIX^e siècle. Le secteur souffre notamment de la concurrence étrangère. Les prix garantis par l'Union européenne pour le sucre mauricien ont, eux, été abolis au fil du temps. Résultat : l'île Maurice produit aujourd'hui environ 250 000 tonnes de sucre chaque année, soit à peine 1% de la production mondiale.

Contact : www.omnicane.com

BON À SAVOIR

Les clés de la résidence permanente au Canada

Quand et comment entreprendre les démarches de résidence permanente si vous souhaitez immigrer durablement au Canada ? Me Alexandre Hénaut, avocat spécialiste des questions d'immigration, nous aide à y voir plus clair.

**Quel premier conseil donneriez-vous aux expatriés ou futurs expatriés postulant pour une résidence permanente au Canada ?**

Le premier point est de savoir où l'on veut atterrir, le Canada est vaste et les provinces bien différentes. Ensuite, savoir comment on veut atterrir : directement en tant que résident permanent (RP), ou d'abord comme résident temporaire ? Cette dernière option pourrait ensuite faciliter votre demande de résidence permanente. Dans tous les cas, si la résidence permanente est votre but, commencez les démarches le plus tôt possible ! Enfin, il s'agit d'aller chercher l'information utile et de surtout s'assurer de la comprendre, pour ne pas se faire mal orienter. Si vous savez à quel moment vous voulez arriver dans le pays, pourquoi ne pas élaborer un rétro-planning en prenant en compte plusieurs paramètres comme la rentrée scolaire des enfants ou la fin des cycles universitaires.

Comment procéder ?

Au niveau fédéral, donc du Canada, la RP s'obtient principalement via le programme

Entrée Express (hors du Québec). Il s'agit d'un système fédéral mis en place par le gouvernement pour inviter des personnes à immigrer en fonction de plusieurs volets, comme celui des travailleurs qualifiés spécialisés ou celui des francophones, très intéressant pour les expatriés français. Il suffit de prouver sa bonne santé et son absence de condamnation criminelle en fournissant un extrait de casier judiciaire de votre pays de résidence, et de tous les pays où vous avez vécu plus de six mois depuis votre majorité.

Le Québec est connu pour ses particularités administratives...

En effet. Si vous souhaitez obtenir une RP au Québec, votre cerveau va être divisé en deux parties bien distinctes. La partie bleue, relative à l'administration québécoise, et la partie rouge, relative à l'administration fédérale. La partie bleue est préalable à la partie rouge. Le Québec doit d'abord vous sélectionner définitivement via un Certificat de sélection du Québec (CSQ), auquel on peut appliquer via différents programmes, par exemple l'Expérience québécoise pour

les personnes déjà dans la province et qui vont revendiquer le temps d'emploi ou leur diplôme obtenu au Québec. On peut aussi l'obtenir dans le cadre du programme régulier, un système assez proche d'Entrée Express, qui va valoriser votre profil et celui de votre conjoint ou conjointe avec un système de points évaluant l'âge, le niveau d'études, la connaissance du français... Une fois le CSQ en poche, vous pourrez soumettre une demande de RP au niveau fédéral. Celle-ci sera renouvelable tous les cinq ans, et vous devez prouver une présence d'au moins 730 jours sur le territoire canadien au cours de ces cinq ans pour la conserver.

Combien de temps peut prendre la procédure, et quel budget faut-il prévoir ?

Ce n'est pas parce qu'on vit déjà au Québec et qu'on y travaille qu'on doit forcément attendre deux ans pour revendiquer le CSQ et l'obtention de la RP. Vous pouvez commencer à entreprendre les démarches dès le premier pied posé au Canada pour accélérer les choses. Certains de mes clients ont attendu le dernier moment et se sont re-



▲ Me Alexandre Hénaut

trouvés au pied du mur car leur permis temporaire arrivait à échéance. À l'inverse, un autre client a reçu un appui immédiat de son employeur et a été invité à présenter une demande de RP à peine six mois après son arrivée au Canada... Côté prix, les frais sont encadrés : 895\$ pour le requérant principal d'un CSQ, et environ 200\$ supplémentaires pour le ou la conjointe – envisager les démarches de manière globale est une bonne option pour limiter les frais si on vient en famille. Concernant les frais fédéraux, comptez 1450\$ pour une personne. À ces frais vont s'ajouter les différents permis temporaires, la biométrie, les tests de langue, les examens médicaux, les honoraires d'accompagnement. Au total, prévoyez jusqu'à 5000\$. ♦



© Jacob Lund

PROSPECTIVE

Le français, une langue d'avenir et d'affaires

Un an après son lancement, la nouvelle Alliance de la francophonie économique canadienne (Afec) n'a pas revu ses ambitions à la baisse. Objectif : fédérer et faire rayonner les entreprises de langue française partout au Canada.

« Il est de plus en plus clair que le français représente un avantage compétitif au niveau économique, tant pour les provinces canadiennes que pour le Canada dans son ensemble », affirme en préambule Gaëtan Thomas, PDG du Conseil économique du Nouveau-Brunswick et nouveau président de la toute jeune Alliance de la francophonie économique du Canada (Afec).

En collaboration avec les représentants de la Fédération des chambres de commerce du Québec, de Parallèle Alberta (anciennement Conseil de développement économique de l'Alberta) et de la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario, il a lancé cette super-chambre de commerce en janvier 2023 pour porter la francophonie canadienne à un autre niveau. « On parle souvent de la situation de la langue

française au Canada dans une optique politique et pas tellement économique, abonde Charles Milliard, président de la Fédération des chambres de commerce du Québec. Nous avons réalisé qu'hors du Québec il y avait des organisations très présentes et très fortes sur le terrain qui faisaient un travail similaire au nôtre pour promouvoir le développement économique de leur province en français. »

Des entreprises francophones très présentes au Canada

Il faut dire qu'au Canada, la francophonie est très vite estampillée comme l'apanage du Québec. « On ne le sait pas toujours, mais il y a tout de même 70 000 entreprises francophones hors-Québec, et 430 000 au total dans l'ensemble du pays, s'enthousiasme Gaëtan Thomas. C'est une force économique indéniable et essen-

tielle. En nous unissant et en connectant nos réseaux respectifs, nous pouvons augmenter notre force de frappe et réaliser davantage de transactions commerciales interprovinciales. Il y a 600 000 francophones en Ontario, ce n'est pas rien! »

C'est d'ailleurs pour cela que le Québec ne tient pas un rôle plus important que les trois autres provinces fondatrices de cette nouvelle Alliance. Pour réussir le maillage entre les entreprises, il faut se défaire du préjugé que le français est uniquement l'affaire du Québec, plaide Charles Milliard : « Nous avons une bonne collaboration avec le gouvernement du Québec et le secrétariat québécois aux relations canadiennes, qui nous permettent de mener des initiatives pour la francophonie dans le reste du Canada. Nous avons donc un peu de budget, mais il était primordial le leadership de l'Afec soit assuré par des gens à l'extérieur du Québec. »

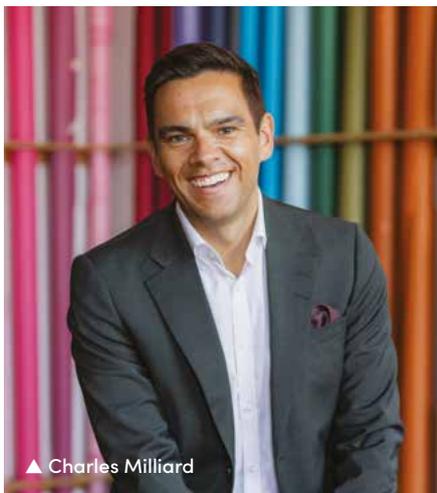
La Colombie-Britannique, nouveau membre de l'Alliance

Un an après le lancement de cette grande innovation pour le secteur économique francophone pancanadien, l'Afec commence doucement à se faire un nom au sein de l'écosystème entrepreneurial national et francophone, et n'a pas besoin de s'évertuer à organiser ses propres événements quand son environnement est aussi fertile. «*Nous essayons au maximum de participer aux rencontres de nos membres, comme celle de Parallèle Alberta à Calgary début mars, ou encore le rendez-vous Acadie-Québec 2024 qui se tiendra au mois de mai*», explique Charles Milliard.

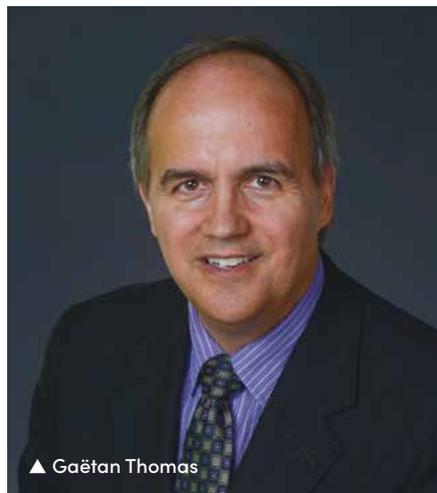
Des opportunités bi ou multilatérales pour parler de business en français, mais pas seulement. L'Afec a réussi à se faire une place au Toronto Global Forum 2023, un sommet économique international et anglophone, qui a pourtant accueilli deux conférences entièrement en français. «*Parce qu'on est une Alliance, on a plus de chance d'être reconnus et d'être invités dans ce genre d'événements que si l'on représentait simplement une province*», ajoute Gaëtan Thomas.

À terme, l'AFEC ambitionne de représenter tous les secteurs porteurs de l'économie canadienne, au même titre que n'importe quelle association d'entreprises anglophones. «*Plus d'autres provinces vont nous rejoindre, plus nous serons diversifiés*, assure Gaëtan Thomas. *Pour l'heure, au Nouveau-Brunswick par exemple, les domaines les plus importants sont la transition verte, l'énergie, l'éducation et le tourisme.*» D'ailleurs, les provinces candidates ne manquent pas à en croire le président de l'Afec, qui compte déjà un nouveau membre, la Colombie-Britannique. «*La Nouvelle-Écosse manifeste aussi un grand intérêt, et nous approchons également le Manitoba*», poursuit-il. Une stratégie du pas à pas nécessaire pour repérer toutes les associations économiques provinciales et étudier le terrain.

Pour l'heure, donc, l'Afec sème ses graines en espérant une récolte rapide et fructueuse. Son premier projet est d'ailleurs d'analyser les transactions économiques entre les entreprises francophones canadiennes, et de diffuser ces données au sein de son réseau, indique Gaëtan Thomas. «*Nous devons inciter les entrepreneurs à collaborer et leur faire comprendre qu'il y a un marché dans chaque province. Beaucoup de mes membres ne savent par exemple pas qu'il y a un marché très important dans l'Ouest canadien.*»



▲ Charles Milliard



▲ Gaëtan Thomas

Photos © DR

Une expansion à l'international portée par une logique de réseau

Mais l'Alliance de la francophonie économique canadienne ne compte pas limiter ses efforts aux frontières du pays, bien au contraire. L'un de ses objectifs est de permettre à ses entreprises de rêver plus grand, et de conclure des partenariats à l'international. «*Nous devons d'abord multiplier les échanges entre nous, puis nous*

**« NOUS DEVONS INCITER
LES ENTREPRENEURS À
COLLABORER ET LEUR
FAIRE COMPRENDRE QU'IL
Y A UN MARCHÉ DANS
CHAQUE PROVINCE. »**

GAËTAN THOMAS

unir pour faire plus d'échanges avec l'international grâce à cette langue française qui est l'une des plus en croissance dans le monde, une langue d'avenir en termes d'affaires. Les Canadiens bilingues parlent deux des plus grandes langues d'affaires dans le monde, un atout largement sous-valorisé, estime aujourd'hui le président de l'Afec. Et quoi de mieux que de s'appuyer là encore sur une base existante et solide? «*Le Canada est le seul pays au monde dans lequel deux provinces (le Québec, francophone, et le Nouveau-Brunswick, bilingue, ndr) et l'État ont un droit égal en termes de décisions culturelles, économiques ou autre au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie*», explique le président de l'Alliance. C'est sur cette précieuse béquille qu'est l'OIF que comptent les cofondateurs

pour gagner en visibilité. «*La prochaine mission de l'Organisation aura lieu mi-juin à Montréal et à Québec, c'est une belle vitrine pour promouvoir les objectifs de l'Alliance*, confirme Charles Milliard. *Une centaine d'entreprises de la francophonie mondiale seront présentes et se joindront au Rendez-vous d'affaires de la francophonie de Québec international prévus à la même période à Québec.*» Leur but : que chaque participant international comprenne que le français est un dossier canadien, et pas seulement québécois. Vancouver, Calgary, Halifax... Autant de villes francophones qu'on ne soupçonnait pas, et autant d'opportunités aux yeux de Gaëtan Thomas : «*L'Europe reconnaît cette force. Nous avons reçu les ambassadeurs d'Estonie, de Belgique, qui reconnaissent tous la valeur du français dans leurs efforts diplomatiques. De nombreux pays d'Afrique seront aussi représentés au sommet de l'OIF à Québec, et vont découvrir qu'il y a une francophonie vivante et dynamique partout au Canada, avec autant de possibilités d'investissements économiques. Nous allons pouvoir jumeler nos entreprises avec d'autres à l'international.*» Et pourquoi ne pas étendre les attributions de l'Alliance hors de la sphère entrepreneuriale ? Un rêve ambitieux qui pourrait devenir réalité, à en croire Charles Milliard. «*La mairesse de Calgary, en Alberta, aimerait voir une école francophone s'implanter au centre-ville et se cherche des alliés. Ce sont des dossiers sur lesquels l'Afec pourrait être sollicitée. Les décideurs fédéraux et provinciaux commencent à se rendre compte de notre existence et de l'intérêt que l'on représente. Je suis assez confiant qu'on devienne un allié de la cause francophone au Canada.*» ♦

Plus d'infos sur www1.fccq.ca



CAP SUR LE PROJET CAMPUS AU COLLÈGE INTERNATIONAL MARIE DE FRANCE À MONTRÉAL

Créé en 1939, le Collège international Marie de France est une institution dans le paysage des écoles à Montréal. Scolarisant plus de 1850 élèves de la Maternelle à la Terminale, il est un des navires amiraux de l'AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger) avec laquelle il est conventionné. L'établissement accueille le service des examens français au Canada (brevet et baccalauréat). Il est le support de l'Institut Régional de Formation de la Zone Amérique du Nord, qui assure la formation continue de l'ensemble des personnels des 62 établissements scolaires français aux USA et au Canada.

48% des élèves sont français, 44% canadiens et 8% d'autres pays. Plus de 50 nationalités sont représentées, ce qui assure une richesse humaine incomparable, enracinant les valeurs fondamentales du vivre-ensemble. Par ailleurs, les élèves du Collège international Marie de France ont la chance de développer, dès le primaire, une maîtrise de l'Anglais de premier ordre, beaucoup d'élèves devenant rapidement bilingues. Homologué par le ministère français de l'Éducation nationale, qui garantit l'excellence éducative et pédagogique, le CiMF est également reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec, ce qui permet en particulier aux élèves de rejoindre très facilement le système d'enseignement supérieur québécois après le baccalauréat.

Notre établissement va fortement évoluer dans les mois à venir, à la suite de

l'acquisition d'une maison historique appartenant à l'origine à la famille Converse. En effet, un projet immobilier va voir le jour, Campus CiMF, avec le déménagement des services administratifs dans la nouvelle maison historique au 4661 Chemin Queen Mary, l'aménagement d'un grand parvis modernisé à l'entrée du collégial, et la construction d'un nouveau bâtiment en arrière de la maison d'où rayonneront 2 passerelles, vers cette dernière et vers l'actuel collège.

L'architecture d'un établissement scolaire joue un rôle crucial dans le bien-être et la réussite des élèves. Les espaces physiques dans lesquels les jeunes passent la majorité de leur journée influencent indubitablement leur état d'esprit, leur motivation et leur capacité à apprendre. Si la qualité des salles de classe favorise la concentration et l'engagement, la pré-

sence d'espaces ouverts et accueillants encourage la collaboration et la créativité. L'attention que la communauté scolaire apporte aux espaces de travail et de vie contribue à façonner le cadre dans lequel les jeunes grandissent, apprennent et se développent. C'est la raison pour laquelle le Collège international Marie de France fait résolument le choix d'investir dans des infrastructures bien conçues, offrant des zones de détente et de socialisation, qui permettent aux élèves de se ressourcer entre les cours, réduisant ainsi le stress et l'anxiété, et renforçant au contraire la sérénité et la confiance en soi.

Le CIMF grandit pour offrir davantage d'espaces communs et collaboratifs, lieux de travail et de vie toujours plus adaptés aux étudiants et aux enseignants, conférant à l'établissement une logique de campus.



❶ Un mariage réussi entre l'histoire et la modernité. À gauche, la maison Converse, construite en 1936, qui accueillera la direction générale et les services administratifs. À droite, l'actuelle entrée du Collégial. Au centre, on aperçoit, sur cette perspective, le futur bâtiment, et les deux passerelles qui lieront avec la Maison Converse et l'actuel établissement. Le parvis va être entièrement réaménagé, créant des espaces conviviaux et verdoyants ouverts aux élèves, dans une démarche dynamique de verdissement des espaces extérieurs.

❷ L'intégration du nouveau bâtiment à l'espace patrimonial de la Maison Converse apparaît nettement dans cette perspective. La modernité et la grande ouverture sur l'extérieur du nouveau bâtiment mettent en valeur le caractère historique de cette maison typique des logis québécois en pierre. De cet immeuble très aérien rayonnent deux passerelles, traits d'union entre les divers éléments de l'établissement et vecteurs de fluidité des déplacements dans le campus.

❸ Vue arrière du nouveau bâtiment qui permet de comprendre la logique des espaces extérieurs qui vont être aménagés au bénéfice des élèves : chemin piétonnier, zones vertes et arbres seront des lieux de détente et d'échange pour les étudiants, créant un contexte favorable à la sérénité. La transparence des passerelles, de vastes ouvertures sur l'extérieur, la présence de parements de couleur claire, les soubassements en granit américain assure la cohérence du nouveau campus, et son intégration réussie dans le complexe actuel des bâtiments et des cours.

La politique de notre établissement enracine la réussite des élèves autour des 3 piliers que sont l'excellence académique, le développement de l'esprit éclairé un attachement fort au bien-être des élèves.

Dans cette perspective et avec cette triple volonté, les espaces libérés par le déménagement des services administratifs et le nouvel immeuble vont permettre de restructurer les services d'aide et d'accompagnement aux élèves, leur conférant une cohérence qui va accompagner leur développement et leur efficacité. La nouvelle organisation, pensée en logique de pôle, fera la part belle à la collaboration entre ces divers services (vie scolaire avec le Conseiller Principal d'Éducation et les conseillers de niveau, conseiller en éducation inclusive, infirmière, psychologue scolaire). Elle se veut limiter la répétition de démarches; elle a pour but de donner aux élèves et aux familles le sentiment d'une prise en charge globale, rassurante, impactante.

L'ouverture d'un grand foyer, d'une salle de sport, la modernisation du parvis et son verdissement, les déplacements simplifiés, seront à n'en pas douter des atouts pour la qualité de vie des élèves.

Enfin, la création d'une zone consacrée à des espaces collaboratifs de travail. Ce projet, dédiée au travail collectif, encourageant l'apprentissage interactif et le développement des compétences sociales, est au cœur des innovations souhaitées par le Collège international Marie de France. Ces espaces, offrant des ambiances éclectiques et complémentaires, petit amphithéâtre, tables hautes ou basses, espaces ouverts ou cocons cosy, apporteront à l'établissement et aux élèves des espaces conviviaux et agiles. Dotés de tables modulables, de chaises ergonomiques et d'équipements technologiques, ces lieux favoriseront la coopération entre les élèves, stimulant ainsi la créativité et la résolution de problèmes. Ils offriront un environnement dynamique où les jeunes pourront échanger des idées,

travailler en équipe sur des projets et apprendre les uns des autres.

Le travail de groupe, l'intelligence collective, la dynamique de projet, la créativité, la capacité à argumenter, la prise de parole, la confiance en soi, trouveront ainsi des points d'ancrage explicites et pratiques.

Au total, le projet Campus CiMF participera à la préparation optimale des élèves à réussir dans un monde universitaire, puis professionnel, axé sur la collaboration et l'innovation.

Le projet Campus CiMF est au final le symbole du mariage réussi entre le Québec et la France, qui anime le travail des équipes, au quotidien et avec passion. Celui-ci va mobiliser profondément toute la communauté scolaire de Marie de France pour les années à venir, lui tenant particulièrement à cœur. Il souligne des valeurs qui guident notre politique éducative, l'excellence, l'engagement, l'énergie, l'innovation, l'esprit éclairé, la qualité des liens humains.

LINDA CARDINAL

« L'immigration francophone fait partie de la réalité du Canada »

Lancé dans le sillage des annonces du gouvernement en matière d'immigration francophone, le premier Observatoire en immigration francophone du Canada doit aider à la favoriser. Rencontre avec Linda Cardinal, vice-rectrice adjointe à la recherche de l'Université de l'Ontario français, qui dirige le projet.

Si l'on a vu le jour il y a à peine quelques mois, le projet d'Observatoire en immigration francophone ne date pourtant pas d'hier. Il remonte à 2019, aux prémices de l'Université de l'Ontario français (UOF), qui ouvrira ses portes deux ans plus tard. La même année, la création d'une chaire en immigration francophone à l'Université d'Ottawa et d'une chaire en immigration pour le Canada à la Toronto Metropolitan University terminent de convaincre les dirigeants de la future UOF du besoin de rassembler les initiatives existantes en matière d'immigration francophone. « On voulait fédérer les chercheurs, pas seulement créer des filières individuelles », précise Linda Cardinal, vice-rectrice adjointe à la recherche de l'UOF et actuelle directrice de l'Observatoire.

Et surtout, développer cette recherche au service des besoins du terrain hors Québec. En effet, la province, seule du pays officiellement francophone, possède déjà de nombreuses infrastructures en recherche et en politique. « Les francophones, en contexte minoritaire, sont une immigration peu prise au sérieux, tant au niveau gouvernemental que dans certains réseaux », déplore Linda Cardinal. Hors Québec, l'important est de s'intégrer à l'économie par l'anglais. Mais le Canada reconnaît deux langues officielles partout à travers le pays. L'immigration francophone fait partie de sa réalité. »



▲ Linda Cardinal.

Une nouveauté législative favorable

Peu importe l'étendue de cette communauté, le projet interpelle. Au total, 70 personnes s'y impliquent, des chercheurs et chercheuses autant que des représentants du milieu communautaire ou institutionnel. Heureux hasard, l'Observatoire profite du calendrier politique canadien. « La nouvelle loi sur les langues officielles adoptée en 2023 comporte une disposition spécifique obligeant le gouvernement canadien à adopter une politique en immigration francophone », se réjouit la vice-rectrice adjointe de l'UOF.

Le gouvernement Trudeau a en effet annoncé augmenter sa cible en immigration francophone de 4,4% à 6% en 2024. Passerelle entre la recherche académique et les organismes communautaires de terrain, ce nouvel organisme ambitionne de contribuer aux politiques publiques, notam-

ment en évaluant les besoins en matière de recherche des 99 groupes fournisseurs de services directs et indirects en immigration francophone. « On fait souvent de la recherche pour l'avancement des connaissances. [...] Mais on peut aussi en faire pour renforcer l'action des groupes dans leur milieu. Le monde communautaire a un besoin criant de

données pour gagner en crédibilité et en légitimité auprès des bailleurs de fonds... », assure Linda Cardinal.

C'est ainsi qu'un comité de gouvernance pancanadien constitué d'universitaires et de représentants de groupes communautaires a vu le jour en novembre 2023, financé à hauteur d'environ 55 000 € par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Une à deux fois par mois, il se réunit pour superviser l'ensemble des activités de l'organisme, et pourrait à l'avenir se voir renforcé d'un comité scientifique.

« C'est une structure inédite construite par et pour les universitaires. Elle va notamment permettre aux étudiants d'avoir accès à des formations sur mesure et à des lieux de recherche. Peu de chercheurs travaillent sur ces questions, il est donc d'autant plus important de préparer la relève. » ♦

Plus d'infos sur www.uontario.ca



Réunis lors du lancement de l'Observatoire (de g. à dr.) : Jacques Naud, président du conseil de gouvernance de l'UOF, Aïssa Nauthoo, vice-présidente du CFGT, Florence Ngenzebuhoro, PDG du CFGT, l'honorable Marc Miller, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, Estelle Duchon, vice-présidente du CFGT, Linda Cardinal, vice-rectrice adjointe à la recherche de l'UOF, Aliou Sène, président du CA du CFGT, Pierre Ouellette, recteur et vice-chancelier de l'UOF.

Une accréditation canadienne ciblée pour les personnes expertes-comptables de la France

Possédez-vous un titre de compétence délivré par l'Ordre des Experts-Comptables de France? Songez-vous à immigrer au Nouveau-Brunswick? Une nouvelle microcertification pour l'accréditation de comptables professionnels agréés (CPA) sera bientôt offerte par la **Formation continue de l'Université de Moncton** pour permettre aux membres de l'Ordre de pratiquer leur profession dans cette province bilingue de l'Est canadien.

« Nous avons vraiment une pénurie de main-d'œuvre en matière de CPA au Nouveau-Brunswick et le besoin est réel », explique

Mylène Lapierre, présidente-directrice générale de **CPA NB**, l'organisme de réglementation de la profession dans cette province canadienne.

Un accord de reconnaissance mutuel a ainsi été signé en mars 2023 entre l'Ordre des Experts-Comptables de France et CPA NB pour faciliter la reconnaissance des titres de compétences. Une fois les titres reconnus, la personne intéressée à pratiquer n'aura qu'à compléter une formation d'appoint : la microcertification pour accréditation CPA offerte par la Formation continue de l'Université de Moncton.



© Getty Images

Un programme en ligne rapide et ciblé pour la pratique

« En fournissant une formation approfondie sur les aspects spécifiques de la fiscalité, du droit des affaires et de la déontologie, notre programme vise à préparer efficacement les personnes expertes-comptables de la France à réussir dans un environnement professionnel canadien, tout en respectant les normes et les exigences locales », explique Jo-Annie Ouellette, conseillère en développement à la Formation continue.

Un cours d'une durée de 21 heures s'attardera ainsi au droit des affaires et à la fiscalité canadienne. Les personnes participantes comprendront les objectifs et la structure du régime fiscal canadien et connaîtront les sources de revenus, les déductions admissibles et les mécanismes généraux de calcul de revenus aux fins de l'impôt. Une formation pratique de sept heures en résolution de dilemmes éthiques permettra quant à elle aux personnes

étudiantes de distinguer l'éthique de la déontologie, de la morale et du droit, en plus d'identifier les composantes éthiques d'une situation. Elles pourront également reconnaître les étapes d'une prise de décision éthique et résoudre un dilemme éthique avec des outils d'aide à la prise de décision éthique. Une première cohorte pourra s'inscrire pour une formation à distance au printemps 2024. La microcertification sera ensuite offerte dans un format en ligne autoportant à partir de 2025. « Les gens pourront alors s'inscrire et accéder à la formation en tout temps et acquérir le contenu d'apprentissage en ligne à leur propre rythme », précise Mme Ouellette.

Exercer sa profession au Nouveau-Brunswick

« Les possibilités de carrière sont énormes ici, car tout le monde cherche des CPA, autant au gouvernement qu'en industrie, dans les cabinets comptables et les petites et moyennes entreprises. Il y a de multiples possibilités avec la désignation CPA »,

souligne Mme Lapierre. D'ailleurs, CPA NB affiche constamment des offres d'emploi dans la province qui est non seulement aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre, mais aussi une population active vieillissante. Seule province canadienne officiellement bilingue, le Nouveau-Brunswick offre une qualité de vie très prisée et comprend une population francophone vibrante. Le peuple acadien possède un riche héritage culturel aux racines françaises et les gens vivent en français au Nouveau-Brunswick avec fierté. La Formation continue de l'Université de Moncton offre une panoplie de cours et programmes à temps partiel pour une clientèle canadienne et internationale. Pour plus d'information sur la **microcertification pour accréditation CPA**, veuillez consulter la page dédiée. Pour des informations à propos de la reconnaissance des titres comptables par **CPA Nouveau-Brunswick**, vous êtes invités à visiter le site Web correspondant.

TRADITION

Au cœur des Rocheuses, le succès des croissants français

Au Canada comme ailleurs, la boulangerie française affole. Si les enseignes se multiplient à Vancouver, cœur battant de la Colombie-Britannique, le normand Bertrand Deschamps a, lui, choisi la petite ville de Fernie pour s'installer en famille.



Photos © DR

Une boulangerie-pâtisserie française nichée en plein cœur des Rocheuses, dans un petit village de 5 200 habitants ? Le pari aurait pu être risqué pour Bertrand Deschamps, mais son sens des affaires et, surtout, sa passion pour le bon pain ont fait de cette aventure familiale un succès. Férus de ski et ravis d'apprendre une nouvelle langue à leurs enfants, l'entrepreneur normand et sa femme Maylis n'hésitent pas une seconde à quitter le Chili où ils résident pour rejoindre leurs amis dans la petite ville de Fernie, légèrement plus au nord. Nous sommes en 2017, et leur premier constat est amer : aucune boulangerie à l'horizon. Pas même un petit dépôt de pain. « Seuls deux supermarchés proposaient des pains blancs, industriels, bourrés d'additifs », se souvient Bertrand Deschamps. Inadmissible pour un Français. Mais une opportunité en or pour celui qui rêvait déjà d'ouvrir sa boutique. « J'ai commencé à faire mon pain chez moi, avec mon levain. Petit à petit, je l'ai distribué à mes amis, qui me disaient souvent qu'on avait besoin de bon pain à Fernie. Ils ont aimé mes produits, et m'ont encouragé. »

« Nous avons investi au fur et à mesure »

Une fois son visa de travail en poche, Bertrand Deschamps se lance. « Je n'étais pas vraiment stressé, car nous avions déjà

lancé plusieurs business avant d'arriver en Colombie-Britannique, toujours en commençant petit, familial », raconte-t-il. Côté financements et aides publiques, « tout était très compliqué avec notre statut d'expatriés, j'ai laissé tomber. Nous avons investi au fur et à mesure pour être sûrs que le projet soit viable. » C'est donc à la sueur de son front que l'entrepreneur a retapé le local attendant à sa nouvelle maison, autrefois une menuiserie.

La boulangerie-pâtisserie *Le Bon Pain, C'est la Vie – Bakery* n'est pas encore terminée que la nouvelle se répand dans le village. « On ne savait pas du tout comment ça allait se passer, car on était alors en plein Covid », reconnaît Bertrand Deschamps. Mais début janvier 2021, la surprise est de taille. « Le premier matin, avant même l'ouverture des portes, nous avions déjà 70 mètres de queue ! Tout le monde voulait nous remercier et nous soutenir, c'était très émouvant. Les gens du coin étaient contents sans même avoir goûté nos produits ! »

Côté produits justement, le nouveau boulanger – un *self-made man* formé auprès de ses amis du métier – n'a pas fait les choses à moitié : des farines bio achetées dans une ferme familiale de Creston, à deux heures de route, dont le propriétaire est féru de blés anciens ; un levain fait maison ; des œufs bio et du lait végétal. « Nous avons dû faire de grosses recherches pour trouver les ingrédients adé-

quats, que nous avons parfois fait importer du Québec », assure-t-il. Côté coulisses, des employés majoritairement français et l'aide d'un boulanger-pâtissier professionnel pendant un an.

Nourrir les touristes comme les locaux

La formule est gagnante, et le succès au rendez-vous : les viennoiseries *frenchy* s'arrachent comme des petits pains (au chocolat). Les stars, évidemment, sont la baguette et le croissant, mais Bertrand Deschamps s'est résigné à faire quelques concessions culinaires. « J'ai eu des demandes de pain blanc, donc j'ai dû en fabriquer. On a aussi incorporé des ingrédients locaux, comme l'éclair et la noix de pécan. Mais je refuse de copier le marché canadien ! », clame-t-il. Tarte au citron, opéra, macarons... *Le Bon Pain, C'est la Vie – Bakery* embaume les rues de la station de ski située à trois heures de Calgary, prise d'assaut été comme hiver. Entre les deux saisons hautes, l'affluence est moindre, mais la petite famille (Maylis travaille désormais avec son mari, et leur fille Alice donne un coup de main) remplit la mission qu'elle s'est donnée : nourrir les locaux et ne jamais fermer – sauf pour quelques vacances bien méritées ! ♦

Contact : www.lebonpainbakery.ca

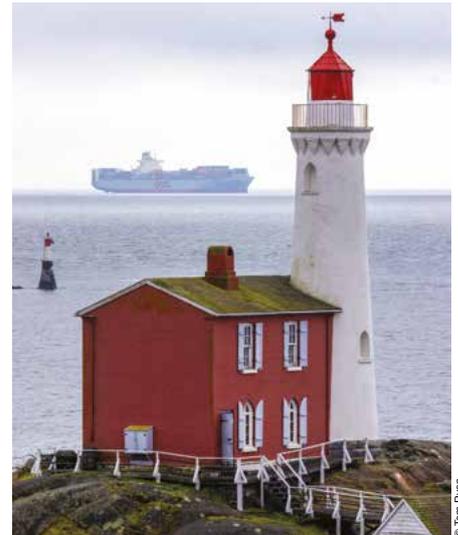
VICTORIA

Une cité « tournée vers l'avenir »

Élue meilleure petite ville au monde par le dernier classement international Condé Nast Travel, Victoria, capitale de la Colombie-Britannique, est devenue une destination incontournable du tourisme nord-américain. Visite de cette perle de l'extrême Ouest canadien.



▲ Le Fairmont Empress.



▲ Fisgard Lighthouse, Fort Rodd Hill National Historic Site.

Nichée à la pointe sud de l'île de Vancouver, la discrète capitale de la Colombie-Britannique est un joyau à ne pas manquer. Moins imposante que sa grande sœur Vancouver, d'où l'on arrive par ferry en traversant la baie Swartz, Victoria, port dynamique de 400 000 habitants, s'est pourtant fait sa place dans le haut du classement des meilleures destinations touristiques ces dernières années. « C'est un endroit magique, s'enthousiasme Paul Nursery, président de l'association de promotion du tourisme Destination Greater Victoria. Son port, sa nature brute, son climat, le plus doux et chaud du pays... Cette cité est étonnante ! »

La « cité-jardin » du Canada

Et comment. Surnommée la « cité-jardin » du Canada, Victoria envoûte par ses parterres de fleurs colorés et ses espaces verts préservés, à l'image du Beacon Hill Park, vaste de 80 hectares, ou encore des Butchart Gardens, un site national historique centenaire renfermant plus de 900 variétés de plantes, et attirant chaque année plus d'un million de visiteurs.

Mais Victoria n'offre pas qu'une balade bucolique. Entre les visites du plus vieux quartier chinois d'Amérique du Nord (après celui de San Francisco), de la maison de la peintre canadienne Emily Carr, ou encore du Story Pole, plus haut mât

totémique autoportant au monde, on ne sait plus où donner de la tête. L'attraction phare de la ville reste l'observation des baleines dans la mer des Salish. Et pour ceux qui veulent toujours plus de nature et d'air pur, il y a le choix : une excursion en vélo sur les 70 km de pistes cyclables, du kayak dans les criques océaniques, une randonnée sur les sentiers de montagne à proximité, le long des ruisseaux et des lacs.

Biodiversité et gastronomie

Cette nature, la ville veut la préserver en investissant dans le tourisme responsable : Destination Greater Victoria est d'ailleurs le premier office de tourisme à bilan carbone positif d'Amérique du Nord, et dix hôtels de Victoria ont obtenu la certification Biosphère du Responsible Tourism Institute. Après cette virée au grand air, pourquoi ne pas se frotter à la scène culinaire de la petite cité de caractère ? Victoria offre le plus grand nombre de restaurants par habitant du continent ! Et si la ville a la réputation d'être la plus *british* du Canada de par son architecture, sa gastronomie, réputée, ferait mentir ce postulat. « Notre spécialité sont les fruits de mer frais, précise Paul Nursery. Nous possédons également une zone agricole verdoyante, la péninsule de Saanich, à moins de 15 km du centre-ville, qui fournit des produits frais toute l'année. » Sans oublier le traditionnel – et

so british cette fois – *tea-time* proposé par l'emblématique hôtel Fairmont Empress...

« Nous voulons séduire les voyageurs indépendants »

Malgré ces atouts, la capitale de la Colombie-Britannique ne compte pas se reposer sur ses lauriers. Prisée des touristes locaux, très bien intégrée dans les tours de l'Ouest canadien et souvent proposée en excursion à partir de Vancouver, Victoria ambitionne d'attirer davantage de touristes internationaux, qui ne représentent actuellement que 20% de ses visiteurs chaque année. « Nous voulons séduire les voyageurs indépendants. Notre aéroport international propose des vols directs depuis Toronto, Calgary, Seattle et Vancouver bien sûr », ajoute Paul Nursery. La ville vient en outre d'investir 300 millions de dollars dans la construction du nouveau terminal de ferry Belleville Terminal, qui devrait voir le jour en 2027, pour assurer des liaisons avec les États-Unis. « Notre cité est plutôt ancienne si on la compare aux standards de la côte Ouest américaine, mais c'est une capitale dynamique et tournée vers l'avenir », assure le président de l'office de tourisme. À l'Ouest, il y a toujours du nouveau. ♦



DÉCRYPTAGE

Allemagne, voisine aux multiples facettes

La stabilité politique, économique et sociale de l'Allemagne attire de plus en plus d'étrangers de tous les horizons. Fort de son important réseau de PME, le pays reste une destination attractive.

En 2012, on en parlait en ces termes : l'Allemagne, un « pays exemplaire » sur le plan économique, leader européen en la matière... mais un pays vieillissant. Dix ans plus tard, le rajeunissement de la population est en marche. Pas forcément grâce à la hausse des naissances – les familles ont en moyenne seulement 1,46 enfant – mais grâce à l'arrivée d'une immigration qualifiée et choisie. Avec ses 84 millions d'habitants, l'Allemagne est le pays le plus peuplé d'Europe, et probablement l'un des plus attractifs pour les étrangers. Non sans déplaire à certains. Alors le gouvernement d'Olaf Scholz a décidé de cibler encore plus les arrivées de main-d'œuvre : dans un projet de loi présenté en Conseil des ministres en octobre dernier, le chancelier social-démocrate souhaitait faciliter l'accès à l'asile pour les non-Européens en proposant des reconnaissances de diplôme dans des métiers en tension, comme l'informatique ou encore la chimie. Le revers de la médaille ? Une hausse voulue et coordonnée des expulsions de migrants illégaux – un discours boosté par la montée de l'extrême

droite dans les sondages. Pourtant, le pays reste une destination privilégiée pour de nombreux expatriés.

Au cœur de l'Europe

L'économie allemande repose en grande partie sur son réseau de PME. En 2021, on en comptait près de 6 millions, chouchoutées par les gouvernements successifs, notamment depuis la hausse des prix du gaz et de l'électricité due à l'invasion de la Russie en Ukraine. Depuis presque deux ans, le pays tente de remplacer le gaz russe dont le prix très bas avait permis à ces millions de PME d'être concurrentielles au niveau européen. Terminals gaziers en mer Baltique, arrivée de gaz du Qatar ou des Etats-Unis, construction de mégachamps d'éoliennes... L'Allemagne entame une transition énergétique longue et coûteuse, et tente en parallèle de réduire son empreinte carbone. Car le pays produit toujours 20% de son énergie dans de vieilles centrales à charbon. Un secteur porteur en termes d'emplois puisque des milliers de salariés travaillent encore dans les mines de l'ex-Allemagne de l'Est. Ce défi,

social et économique d'envergure, pousse le gouvernement à investir – 17 milliards pour la seule région de la Lusace – dans des projets de différentes natures, permettant à cette région orientale du charbon d'entrer dans une nouvelle ère.

Est-Ouest... balle au centre ?

Trente-trois ans après la réunification du pays, les choses semblent enfin changer. L'Est semble rattraper l'Ouest dans de nombreux domaines et devenir aussi une terre d'accueil pour entreprises et expatriés. L'annonce avait d'ailleurs fait la une de la presse allemande et européen : Dresde, capitale du Land de Saxe, va accueillir une nouvelle usine du géant des semi-conducteurs taiwanais TSMC. Ce choix n'est pas anodin. La ville est au cœur de la « Silicon Saxony », une région dans laquelle le gouvernement fédéral et l'Union européenne investissent depuis des années pour développer un hub technologique. Non loin de là, Magdebourg et son usine Intel, ou encore Grünheide et sa « giga-factory » Tesla. Bref, l'Est attire investisseurs et salariés qualifiés, dans des villes où la vie est bien moins chère qu'à l'Ouest. Et ces arrivées massives ont pour vertu de faire baisser le taux de chômage, passé de 18,7% en 2005 dans les Länder orientaux à 6,5% aujourd'hui. Il pourrait encore s'infléchir avec la nouvelle loi immigration votée en janvier dernier. Celle-ci prévoit notamment la possibilité de demander la nationalité allemande après cinq ans de résidence dans le pays, au lieu de huit jusqu'alors. ♦

• Retrouvez cet article en version exhaustive sur www.francaisletranger.fr



IT ALL STARTS HERE*

BERLIN | LONDON | MADRID | PARIS | TURIN | WARSAW

*Tout commence ici

ENTRETIEN

François Delattre, ambassadeur de France en Allemagne

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration, François Delattre a été ambassadeur au Canada puis aux États-Unis, avant d'être représentant permanent de la France au Conseil de sécurité de l'ONU. Nommé ambassadeur de France à Berlin en septembre 2022, il évoque le couple franco-allemand.

La relation entre la France et l'Allemagne a été marquée ces derniers mois par de profonds différends, notamment en matière d'énergie et de défense. Où en est-on aujourd'hui ?

Après le séminaire intergouvernemental franco-allemand du 10 octobre 2023, qui a permis de définir les termes d'un accord [sur l'énergie, ndlr] entre nos deux pays, le Conseil Énergie [réunissant les ministres de l'Énergie de l'UE] a acté, le 17 octobre, l'accord des 27 sur ce sujet majeur. Cet accord permet d'assurer la convergence entre des pays dont les mix énergétiques sont très diversifiés, avec un nombre important d'États, dont la France, qui font de l'énergie nucléaire, par essence décarbonée, un élément clef de leur politique, et d'autres dont l'Allemagne qui ont fait le choix de se passer du nucléaire. (...) Cet accord important illustre à la fois la capacité de la France et de l'Allemagne de surmonter leurs différences sur les sujets les plus difficiles (...) et la pertinence du moteur franco-allemand pour entraîner l'Europe (...). [Dans le domaine de la défense], la notion de souveraineté européenne est désormais au cœur du discours du Chancelier et des autorités allemandes, qui soulignent également la nécessité de mieux coordonner entre Européens nos processus de développement et d'achats d'équipements. C'est une convergence franco-allemande nouvelle et essentielle.

Où en est la coopération franco-allemande dans les domaines scientifique et technologique ?

Lors du Conseil des ministres franco-allemand de janvier 2023 les deux pays ont pris



▲ François Delattre.

**« L'ALLEMAGNE
DEMEURE UN MOTEUR
DE L'ÉCONOMIE
EUROPÉENNE. »
FRANÇOIS DELATTRE**

des engagements forts cette coopération: feuille de route commune sur l'hydrogène, programme de recherche commun sur les nouvelles technologies de batterie, investissements renforcés dans le numérique... et (...) les deux gouvernements ont travaillé ensemble à définir ce que devrait être une politique européenne de l'IA ambitieuse (...). Au-delà de ces engagements politiques les acteurs économiques des deux pays ont considérablement renforcé leur coopération et leurs investissements

communs pour que l'Europe parvienne au premier rang dans cette course technologique mondiale: on peut parmi beaucoup d'autres exemples prendre celui de la coopération entre Total, Stellantis et Mercedes dans le domaine des batteries (...) ou encore celui du partenariat entre Siemens Energy et Air Liquide dans le domaine des Electrolyseurs pour une production renouvelable d'hydrogène à grande échelle.

L'Allemagne, confrontée à une inflation plus importante que certains de ses voisins européens dont la France, doit aussi faire face à une crise budgétaire. Est-ce le moment de s'implanter ou d'investir en Allemagne?

L'économie allemande est certes confrontée aux turbulences que l'on sait, et la décision de la Cour constitu-

tionnelle de Karlsruhe du 15 novembre 2023 complique l'équation budgétaire. Plus exposée au commerce international l'Allemagne est aussi plus impactée à court terme par exemple par le ralentissement économique en Chine. Mais l'Allemagne reste la première puissance industrielle du continent, dotée d'un tissu de grands groupes et plus encore d'entreprises du Mittelstand extrêmement dense, et demeure un moteur de l'économie européenne. C'est au contraire parce que nous vivons une période de transformation technologique sans précédent, couplée au défi de notre transition vers une économie décarbonée, qu'il faut investir dans la recherche comme dans l'industrie: notre prospérité future dépend des investissements que nous ferons aujourd'hui en Europe, et en premier lieu en Allemagne et en France. ♦

Une double mission d'éducation et de formation au service de toutes les réussites, en France, en Europe et dans le monde

Opérateur public de l'enseignement à distance, le Cned a une double mission d'éducation et de formation. Il s'adresse à tous les publics, en France ou à l'étranger, quelle que soit leur nationalité. Il leur offre la possibilité de suivre à distance un enseignement scolaire ou supérieur français, ainsi que des formations initiales ou professionnelles. Premier opérateur de formation à distance tout au long de la vie en Europe et dans le monde francophone, le Cned est un acteur incontournable à l'international. Il compte près de 20.000 inscrits répartis sur les cinq continents.

Scolarisation à l'étranger

De la grande section de maternelle à la terminale, le Cned propose les programmes scolaires officiels français selon un format adapté aux besoins de l'expatriation et de la scolarisation à l'étranger.

La classe complète : elle couvre l'intégralité d'un niveau du programme français sur une année scolaire, en cursus officiel ou en parcours libre.

Le cours à la carte : il permet à un élève de découvrir ou d'approfondir, à titre personnel ou en cursus scolaire, une ou plusieurs matières de son choix.

La scolarité complémentaire internationale : elle s'adresse aux élèves français ou francophones qui sont inscrits dans un établissement scolaire local et qui souhaitent préparer une poursuite d'études dans le système éducatif français ou entretenir et développer un lien avec la langue et la culture françaises.

Formation à l'étranger

Le Cned permet aux expatriés et aux publics étrangers de préparer à distance des diplômes français, de se former ou de compléter leur culture générale.

Enseignement supérieur : le Cned contribue à la promotion des études supérieures françaises en proposant des cursus universitaires à distance.

Formation continue : le Cned accompagne les expatriés français dans leur projet de carrière et les aide à préparer leur retour en France (concours, formation professionnelle, langues étrangères avec le programme #JeVeuxParler, culture personnelle, etc.).

Français langue étrangère (FLE) : le Cned contribue au rayonnement de la langue française en formant les professeurs de français (diplôme d'aptitude à l'enseignement du français



© Annie Spratt

langue étrangère-DAEFLE, PROFLE+, cursus FLE) et les étudiants (cursus FLE, préparation aux certifications DELF et DALF, etc.).

Appui opérationnel aux établissements scolaires

Outre les nombreux inscrits individuels, le Cned répond également aux besoins émanant d'établissements scolaires relevant du réseau des établissements de l'enseignement français à l'étranger (Agence pour l'enseignement français à l'étranger, Mission laïque française) ou hors réseau. Le Cned permet notamment aux établissements scolaires homologués de proposer une offre large d'enseignements, difficile de dispenser en présentiel faute d'enseignants ou d'élèves en nombre suffisant (langues à faible diffusion, options peu répandues, enseignements de spécialité de terminale, etc.) et aux établissements étrangers à programmer français ou bilingues, d'intégrer un parcours complémentaire en français à leur cursus national.

Zoom sur la scolarité complémentaire internationale (SCI)

« Le choix du Cned s'est fait tout naturellement : établissement de l'éducation nationale, bilan de fin d'année, conformité du programme. Autant de garanties de sérieux, de sécurité et de suivi complet permettant un retour en France en douceur (...) La SCI proposée par le Cned est un excellent choix. »

— Gaëlle, mère de 3 enfants scolarisés à Pratville (Etats-Unis) et inscrits au Cned en SCI.

« Le cursus est très adapté au développement d'un enfant de cet âge (7 ans). Alexa a tout de suite bien accroché avec la mise en page et les exercices proposés. Le Cned lui a permis de bien développer son niveau d'écriture et de lecture, et aussi une logique de raisonnement. »

— Isabelle, mère d'Alexa 7 ans, scolarisée dans une école Montessori aux Etats-Unis et inscrite au Cned en SCI.

MATTHIEU PEYRAUD

« *Le plurilinguisme constitue un vrai argument pour l'attractivité du réseau* »

Entretien avec le directeur de la diplomatie culturelle, éducative, universitaire et scientifique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

Quel est l'état des lieux du réseau d'enseignement français à l'étranger en ce début 2024 ?

Le réseau compte aujourd'hui 392 000 élèves, ce qui est son plus haut niveau historique et le résultat d'une croissance continue au cours des dernières années. Si cette croissance s'est tassée en 2023 (1,2%), c'est notamment en raison du contexte géopolitique avec des conflits qui impactent certaines de nos écoles. Nous avons par exemple quatre établissements en Israël, un à Jérusalem et un à Ramallah (Cisjordanie). Le travail du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères étant de protéger le réseau, je précise que nous nous attachons, en lien avec l'AEFE, à assurer la continuité pédagogique même en période de crise. Ces établissements n'ont donc pas fermé. Au Sahel aussi, la situation est peu propice au développement de nos établissements dans certains pays, en particulier au Niger où nous n'avons plus d'ambassade. Mais l'enseignement se poursuit : il est, pour l'heure, dispensé à distance. D'autres crises moins visibles influent également sur notre activité : notre établissement de Téhéran aurait pu disparaître sous la pression des autorités iraniennes. Il continue pourtant de fonctionner même si ses effectifs ont considérablement baissé, passant de 396 à 82 élèves aujourd'hui. Les autorités locales ont décidé d'appliquer strictement l'interdiction pour les élèves iraniens et binationaux (dont les Franco-Iraniens) de s'inscrire dans une école internationale étrangère, sans possibilité d'obtenir une dérogation.

Le contexte macroéconomique mondial joue-t-il également en votre défaveur ?

L'inflation généralisée et la très forte hausse des prix de l'énergie ont en effet



▲ Matthieu Peyraud.

© DR

entraîné une augmentation des prix et notamment des frais de scolarité. Nous faisons néanmoins tout pour que cette hausse ne repose pas seulement sur les familles. Par ailleurs, le nombre d'expatriations n'a pas retrouvé son niveau d'avant-Covid et cela se ressent dans nos écoles. Mais il n'y a pas que des mauvaises nouvelles : alors que nous avons perdu beaucoup d'élèves en Asie lors de la pandémie, les chiffres sont de nouveau à la hausse avec 1100 élèves supplémentaires dans nos écoles à la rentrée 2023.

Comment le Quai d'Orsay entend-il poursuivre, dans ce contexte, l'objectif Cap 2030 qui vise à atteindre les 700 000 élèves dans le réseau ?

L'atteinte de cet objectif serait bien sûr facilitée si le contexte venait à s'améliorer. Il est tout de même bon signe de noter que, malgré les vents contraires, le réseau a enregistré une légère croissance à la rentrée. Lors des consultations menées auprès des acteurs du réseau en 2023 par le Quai d'Orsay, des moyens d'accélérer la progression ont par ailleurs été identifiés. Nous avons par exemple décidé de nous concentrer sur des pays cibles (voir l'interview de Claudia Scherer-Effosse p. 30) où le réseau peut prospérer. Nous devons par ailleurs renforcer notre attractivité, ce qui passe notamment par la formation des enseignants. C'est tout le rôle des 16 instituts régionaux de formation qui fonctionnent à plein régime et sont ouverts aux personnels enseignants.

L'homologation d'établissements peut-elle être amenée à évoluer dans le cadre de la poursuite de l'objectif Cap 2030 ?

Il n'est pas question de rendre plus facile l'homologation : celle-ci doit être rigoureuse et permettre de garantir aux parents d'élèves que l'enseignement proposé par nos établissements est le même que celui que leurs enfants recevraient sur le territoire national. Nous souhaitons en revanche rendre plus compréhensible le système d'homologation pour que la communauté éducative puisse mieux s'en emparer. Nos ambassades font d'ailleurs un travail important, en lien avec le ministère de l'Éducation nationale, pour identifier les établissements qui proposent des cursus en français puis les préparer au dispositif d'homologation.

Quels sont les travaux qui vont vous occuper en 2024 pour continuer le développement du réseau ?

Nous avons deux chantiers prioritaires. D'abord, le plurilinguisme qui constitue un vrai argument pour l'attractivité du réseau. Dans les lycées français de l'étranger, les élèves doivent maîtriser au moins le français, l'anglais et la langue du pays lorsqu'ils terminent leur scolarité. C'est ce qui fait notre différence par rapport à la concurrence. Aujourd'hui, 150 000 élèves du réseau bénéficient par exemple d'un enseignement en langue arabe.

Pour développer le réseau, nous devons par ailleurs accompagner les établissements dans leur politique immobilière à travers trois aspects : l'entretien du parc, la rénovation des locaux aujourd'hui vétustes et l'extension pour accueillir de nouveaux élèves. Tout cela s'effectue avec une vraie rigueur en matière de passation de marchés

**« NOUS DEVONS
RENFORCER NOTRE
ATTRACTIVITÉ, CE QUI
PASSE NOTAMMENT
PAR LA FORMATION
DES ENSEIGNANTS. »**

MATTHIEU PEYRAUD

publics. Les enjeux de sécurité, d'adaptation au développement durable mais aussi de bien-être des élèves sont par ailleurs prioritaires dans ces aménagements. Un travail de planification de ces travaux est effectué pour les établissements en gestion directe, tandis que pour les établissements partenaires ou conventionnés, notre rôle est d'accorder, lorsque les conditions sont réunies, la garantie de l'État sur leurs emprunts immobiliers.

Comment travaillez-vous avec le ministère de l'Éducation nationale pour que le réseau ne pâtisse pas de la pénurie d'enseignants qui existe en France ?

Nous recevons beaucoup de candidatures émanant de personnels en France, mais il y a deux éléments qui limitent le nombre de départs. D'abord, la pénurie d'effectifs en France fait qu'il est délicat pour l'Éducation nationale d'accorder leur déta-

chement à des enseignants dont elle a besoin pour des établissements sur le territoire national. Ensuite, certaines zones où le réseau est présent sont moins attractives que d'autres : soit parce que le pays est en crise, soit parce que le coût de la vie est particulièrement élevé dans ces pays.

Pour pallier ces problèmes, nous souhaitons améliorer notre coordination avec la direction des ressources humaines de l'Éducation nationale pour que les calendriers d'affectation entre la France et le réseau à l'étranger soient mieux articulés et définis dans les mêmes temporalités. Un groupe de travail s'y attèle aujourd'hui. Enfin, nous souhaitons mieux valoriser le passage à l'étranger dans un parcours d'enseignant, sachant que cette affectation à l'étranger est limitée à six ans. Le but est que ces années passées dans le réseau soient bénéfiques tant pour leur carrière que pour l'Éducation nationale.

Le bac français international (BFI) va voir ses premiers titulaires diplômés cette année. Dans quelle mesure les sections internationales permettent-elles au réseau d'être plus attractif ?

C'est un enjeu essentiel et c'est pourquoi le rythme d'ouverture des sections internationales continue de croître : nous comptons aujourd'hui 203 sections internationales et 101 parcours menant au BFI. Ce dernier devrait être mis en valeur dans le dispositif ParcoursSup à l'issue de l'année scolaire. Ces sections répondent aux attentes des parents d'élèves qui entendent donner à leurs enfants une éducation plurilingue et la possibilité d'étudier là où ils le souhaitent.

Comment les établissements français à l'étranger s'emparent-ils de l'enjeu de la francophonie à l'approche du Sommet qui se tiendra en octobre 2024 ?

Les lycées français à l'étranger sont l'un des meilleurs outils de la francophonie et vont être des caisses de résonance du sommet de Villers-Cotterêts (Aisne). « Résonance », c'est justement le nom que nous avons donné à un appel à projets dans le cadre duquel un certain nombre d'ambassades et d'établissements scolaires ont présenté des projets. Les établissements des pays méditerranéens en ont par exemple présenté un qui s'appelle « La mer, dialogue des jeunesse méditerranéennes ». ♦

Faire le choix de l'international dès le collège : l'exemple de St Dominique, French International School

Partir à l'étranger avant même d'avoir son baccalauréat ? Cette idée peut sembler intimidante pour certains, mais c'est une voie pleine de promesses pour ceux qui recherchent une éducation internationale de qualité. **St Dominique, French International School à Rome, propose une expérience unique pour les collégiens et lycéens, ouvrant ainsi les portes d'un monde riche en opportunités sans attendre les études supérieures.**

St Dominique, French International School : une école d'excellence internationale

St Dominique French International School, forte de 60 ans d'histoire accueille à Rome une communauté de plus de 40 nationalités. Offrant un enseignement académique d'excellence de la maternelle au lycée, l'école, membre du réseau [Odyssey Education](#), est partenaire de l'AEFE et fait également partie du monde l'IB. Dans un cadre exceptionnel de 6 hectares de campus, les élèves bénéficient d'un environnement multiculturel et d'un accompagnement personnalisé, favorisant leur épanouissement personnel et leur réussite académique.



Le choix entre baccalauréat français et International Baccalaureate (IB) dès la 3ème

St Dominique French International School accompagne les élèves dans une logique d'excellence académique pour préparer le baccalauréat français ou [l'International Baccalaureate \(IB\)](#). Dès la 3^{ème}, les élèves peuvent choisir entre les deux options, en fonction de ce qui correspond le mieux à leurs aspirations et à leur profil académique. Les élèves peuvent ainsi opter pour le **baccalauréat français** avec un taux de réussite de 100% et la possibilité de valider leurs compétences linguistiques avancées grâce au parcours ESABAC pour l'italien ou au parcours Section Européenne pour l'anglais. Ils peuvent également choisir **l'International Baccalaureate (IB)**, un programme diplômant en anglais offrant une renommée internationale, une pédagogie interactive et participative dans des classes à effectif restreint, et un suivi personnalisé avec un coordinateur *Creativity, Activity, Service* et IB sur place.

Le cadre rassurant et épanouissant d'une boarding school

Pour favoriser le succès et le bien-être de ses élèves, l'école a créé la [Villa St Dominique, un internat](#) offrant une expérience internationale unique, associée à un hébergement de qualité. Cette boarding school, ancien hôtel 3 étoiles, a été entièrement rénovée et ses chambres sont équipées de toutes les commodités nécessaires pour fournir à chaque élève un cadre de vie et d'étude idéal. Les élèves internes bénéficient également d'un programme académique renforcé, comprenant des heures d'étude et de coaching obligatoires, des conférences et partenariats universitaires. La vie sociale est enrichie d'un programme d'activités variées, de soirées à thème et de sorties pour découvrir Rome et ses environs.

The Prep, Foundation Year: une année post-bac tremplin pour façonner son avenir

Conçu pour répondre à une demande croissante d'un parcours académique

international, personnalisé et approfondi, St Dominique French International School a créé «*The Prep, Foundation Year*». Ce programme post bac inédit et innovant d'une année, offre une alternative originale aux parcours traditionnels, en combinant une formation académique de haut niveau avec une immersion culturelle et linguistique forte. Expérience unique, cette année propédeutique offre une année académiquement riche et ouverte sur l'international, permettant aux étudiants de renforcer leur profil académique et linguistique. Elle se distingue par une approche pédagogique hybride et incluant des cours variés allant de la science politique à l'économie, de l'éloquence au coding. Enseigné principalement en anglais, avec un choix de seconde langue obligatoire, le programme vise à élever le niveau linguistique des étudiants tout en renforçant leur profil académique. The Prep, offre ainsi une expérience d'apprentissage dynamique, encadrée par des enseignants de renom, dans un environnement international.

ODYSSEY

12 ÉCOLES À TRAVERS LE MONDE

EXCELLENCE
ACADÉMIQUE

ENSEIGNEMENT
PLURILINGUE

ENVIRONNEMENT
ÉPANOUISSANT

DE LA PRÉMATERNELLE
AU LYCÉE

DÉCOUVREZ NOS ÉCOLES

Inscriptions toute l'année

www.odyssey.education

- École Française Internationale Casablanca
- British International College of Cairo
- Lycée Français International d'Anvers
- French International School Saint-Dominique Rome
- École Française Internationale de Bucarest
- École Française Internationale de Tirana
- Collège International Français de Sarajevo
- École Française Internationale de Skopje
- La Petite École Singapour
- La Petite École Bangkok
- La Petite École LPE Ho Chi Minh Ville
- La Petite École Hanoï

LES NOUVEAUTÉS!

FRENCH INTERNATIONAL SCHOOL SAINT-DOMINIQUE ROME

École plurilingue Français, Anglais et Italien.
2 parcours: Programme français
ou International Baccalaureate (IB)

De 2 à 18 ans

institutsaintdominique.fr



Nouvelle boarding school:

- Un **endroit unique** pour vivre et étudier en Europe
- Un **concept académique** favorisant l'excellence
- Un **environnement idéal** pour s'épanouir et grandir

LA PETITE ÉCOLE SINGAPOUR

Programme français trilingue Français,
Anglais et Mandarin.

De 2 à 10 ans

lpesingapore.com



Nouveau site depuis janvier 2024:

- Au cœur du **quartier dynamique** One Holland Village
- **Nouvelles classes et équipements** dans un bâtiment neuf
- Dans un **cadre nature** calme et serein

CLAUDIA SCHERER-EFFOSSE**« Des pays cibles ont été identifiés pour développer le réseau AEFÉ »**

La directrice générale de l'AEFE évoque sa feuille de route et les leviers dont l'agence dispose pour poursuivre l'objectif Cap 2030 qui vise à atteindre les 700 000 élèves dans le réseau à l'horizon 2030.

Vous avez été nommée en juillet 2023 à la tête de l'AEFE. Quelle feuille de route vous a été confiée ?

J'ai été nommée à un moment propice pour occuper la direction de l'agence. En effet, à la suite de consultations menées auprès des acteurs du réseau pendant tout le premier semestre, une feuille de route avait été présentée début juillet par mon prédécesseur Olivier Brochet. Celle-ci définit différents axes pour favoriser le développement du réseau dans le cadre du Cap 2030, fixé par le chef de l'État dès 2018 et qui vise à doubler le nombre d'élèves scolarisés dans le réseau d'ici à 2030. Cette feuille de route est organisée autour de cinq axes : renforcer l'attractivité du produit éducatif, mobiliser les acteurs de terrain avec des objectifs partagés, développer un vivier de professionnels formés et adaptés aux pays concernés, garantir la qualité et la rendre lisible, adapter le pilotage de l'AEFE au futur réseau 2030.



▲ Claudia Scherer-Effosse.

ment a été décidée pour la rentrée de septembre 2024. Cela a été annoncé aux familles le 6 février 2024.

Certaines zones sont-elles plus dynamiques que d'autres ?

Oui, sachant que nous enregistrons une légère croissance à la rentrée 2023 : le réseau compte aujourd'hui plus de 392 000 élèves avec une hausse annuelle de 1,2%. Cette croissance se concentre surtout dans certaines zones, notamment en Amérique du Nord, en Asie et au Liban. Concernant le Liban, il s'agit en majorité d'établissements qui demandent leur homologation. Cette année, nous sommes par ailleurs passés de 138 à 139 pays dans le réseau, avec un établissement du Monténégro qui nous a rejoint. Dans le cadre de notre feuille de route, des pays cibles ont été identifiés pour développer le réseau : l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Nigeria, la République démocratique du Congo, l'Inde, le Brésil, le Mexique et les États-Unis. Certains

Le Cap 2030 est-t-il un objectif atteignable dans le contexte géopolitique actuel qui a vu éclater plusieurs conflits, notamment en Ukraine et dans les territoires israélo-palestiniens ?

Depuis que cet objectif a été fixé, l'AEFE a dû faire face à différents obstacles, à commencer par la pandémie de Covid. Cette crise mondiale a nécessité une adaptation dans l'urgence de l'enseignement à distance. Aujourd'hui, nous tirons les bénéfices de cet apprentissage à marche forcée et avons acquis une agilité de réaction, notamment en crise de géopolitique. Après les attentats du 7 octobre 2023, les établissements en Israël et dans les territoires palestiniens ont rapidement pu proposer l'enseignement à distance pendant les semaines qui ont suivi. Les établissements ont depuis rouvert. L'adaptation n'est

néanmoins pas toujours possible dans les cas extrêmes : notre établissement au Soudan a par exemple dû fermer, tandis qu'en Russie et en Ukraine les effectifs ont beaucoup baissé. A Kiev, les élèves sont passés de près de 500 à une soixantaine pendant la première année de l'invasion russe. Signe que les Ukrainiens ont appris à vivre avec cette guerre, les inscriptions sont reparti- ties à la hausse cette année : le lycée Anne de Kiev a accueilli 150 élèves à la dernière rentrée, après des travaux mis en place pour garantir la sécurité des élèves et des personnels (abris notamment). Enfin, au Niger, où nous avons un établissement en gestion directe, l'enseignement à distance a été imposé dès la rentrée dernière puisque les personnels ne pouvaient pas revenir sur place. Le nombre d'élèves a donc été divisé par trois. Une mise en veille de l'établisse-

pays sont particulièrement en demande, d'autres, comme l'Inde ou le Brésil, sont ciblés pour leur densité de population sachant que le réseau y est encore très peu implanté. Sept experts travaillent depuis Paris sur des études de marché, en lien avec les postes diplomatiques de ces pays, pour proposer sur place une offre éducative adaptée.

Lors de vos vœux 2024, vous avez évoqué le « nouveau schéma pluriannuel de stratégie immobilière » : de quoi s'agit-il ?

L'agence dispose de 63 établissements en gestion directe à travers le monde et elle est propriétaire d'une bonne partie d'entre eux. L'entretien et la gestion de ce patrimoine sont donc encadrés par un schéma pluriannuel défini sur cinq ans. Une discussion est en cours avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères pour définir le montant

qui sera adossé à ce nouveau schéma, et donc consacré à l'investissement, permettant de mener à bien les travaux indispensables dans ces établissements. Pour chacun d'entre eux, il y a des enjeux de sécurité, d'adaptation au développement durable ou encore d'attractivité.

Quel dispositif est mis en place au sein du réseau AEFÉ pour lutter contre le fléau du harcèlement scolaire ?

D'abord, la question du bien-être des élèves a été rajoutée dans les critères d'homologation après la consultation menée en 2023 auprès des acteurs du réseau, ce qui montre que le sujet est crucial pour notre agence. Nous travaillons ensuite avec l'Éducation nationale au déploiement du dispositif Phare, un plan global de prévention et de traitement des situations de harcèlement mis en place en 2021. Nous mettons par ailleurs à la disposition de nos établissements les enquêtes climat scolaire qui permettent d'évaluer les comportements pouvant altérer le climat scolaire. Des formations sont également mises en place pour les personnels afin qu'ils puissent détecter, sensibili-

ser et traiter les situations de harcèlement lorsqu'elles sont identifiées. Les établissements n'ont néanmoins pas attendu tous ces dispositifs pour agir : beaucoup disposaient déjà de leurs propres outils.

Un autre enjeu important est l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers : de quels outils disposez-vous pour les accompagner ?

Ces élèves représentent 9,2% des effectifs du réseau. Une partie d'entre eux, lorsqu'ils sont de nationalité française et en situation reconnue de handicap, bénéficie d'une aide financière de notre part pour financer les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) qui sont à leurs côtés pour favoriser leur autonomie d'apprentissage. Pour financer cela, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères nous confie un budget annuel de 1,5 million d'euros. Ce dispositif était initialement réservé aux élèves boursiers. Depuis septembre 2021, il a été étendu et le Quai d'Orsay a donc augmenté l'enveloppe dédiée à cette aide. Aujourd'hui, 332 familles en bénéficient. En matière de suivi, nous avons mis

en place un dispositif, Qualinclus EFE, pour que les établissements puissent évaluer leur capacité à accueillir ces élèves. Au niveau central de l'agence, un observatoire des élèves à besoins éducatifs particuliers existe par ailleurs depuis 2016 : il regroupe des personnels et des parents d'élèves qui travaillent à identifier et promouvoir les meilleures pratiques sur ce sujet.

Dans quelle mesure l'AEFE va-t-elle être associée à l'organisation du Sommet de la Francophonie qui se tiendra en France en octobre prochain ?

Par nature, l'AEFE est un opérateur de promotion de la francophonie et qui agit au quotidien en ce sens. L'organisation de ce sommet va donc mettre en valeur notre réseau tandis que, de notre côté, nous allons nous faire l'écho de cet événement grâce à tous nos établissements présents partout dans le monde. Tous nos événements prévus cette année vont par ailleurs avoir une coloration liée à la francophonie. ♦

Plus d'infos sur www.aefe.fr



FRANÇAIS À L'ÉTRANGER .FR

FRANÇAIS À L'ÉTRANGER
LE MÉDIA LEADER DE LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Une référence pour tous les leaders d'opinion français dans le monde

NOS SUPPORTS : SITE INTERNET FRANCAISALETRANGER.FR
MAGAZINE TRIMESTRIEL – CARTE DES FRANÇAIS DANS LE MONDE
NEWSLETTER QUOTIDIENNE – RÉSEAUX SOCIAUX – APPLICATION MOBILE

AGENDA

AEFE : les grands rendez-vous 2024

Cette année est importante pour la France, entre les Jeux olympiques de Paris et le Sommet de la francophonie qui se tiendra à la Cité internationale de la langue française, inaugurée en novembre 2023 à Villers-Cotterêts (Aisne). L'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) n'est pas en reste, mobilisée autour de nombreux temps forts.



Avril ORCHESTRE DES LYCÉES FRANÇAIS DU MONDE

Fondé en 2015 à l'occasion du 25^e anniversaire de l'AEFE, cet orchestre international et inter-établissements est composé d'élèves issus de classes de sixième jusqu'à la terminale. Dirigé par Adriana Tanus, enseignante au Lycée français de Madrid, il poursuit son aventure musicale avec cette dixième saison. Les 70 jeunes instrumentistes et 35 choristes qui composent l'ensemble se donneront rendez-vous du 29 mars au 9 avril 2024 pour un cycle de répétitions, couronné par un concert final à Bruxelles, en Belgique.



Mai FORUM MONDIAL DES ALUMNI (FOMA)

Nommé auparavant « Forum mondial des anciens des lycées français du monde » puis, de façon plus concise, « Forum mondial des alumni », le Foma revient cette année après cinq ans d'absence. Les anciens élèves du réseau d'enseignement français

à l'étranger se retrouveront cette année du 24 au 26 mai pour entretenir ce lien, entre mélange de cultures et de langues réunies autour de la francophonie. Fruit d'une coopération entre l'Agence, l'association mondiale Union-ALFM qui fédère ces associations, les associations locales d'alumni des lycées français, l'édition 2024 se tiendra à Bruxelles mais également à l'international avec des événements satellites organisés au même moment par les associations locales d'alumni dans le monde entier.



Mai/juin JEUX INTERNATIONAUX DE LA JEUNESSE (JIJ)

La treizième édition des Jeux internationaux de la jeunesse, organisée par l'AEFE et l'Union nationale du sport scolaire (UNSS), se tiendra du lundi 27 mai au dimanche 2 juin 2024 à Athènes. Créées en 2011, ces Olympiades sont une rencontre de la jeunesse du monde entier autour des valeurs essentielles que sont le sport, la culture, le patrimoine, le développement durable, la solidarité, le partage et la francophonie. Un événement qui fait la fierté de Claudia Scherer-Effosse, directrice générale de l'AEFE : « Les Jeux internationaux de la jeunesse se sont tenus l'année dernière à Pau. La tradition veut qu'ils se déroulent une année sur deux à l'étranger. Nous les organisons donc cette année à Athènes, ce qui est fortement symbolique en cette année de Jeux olympiques ! D'ailleurs un pentathlon antique est prévu pour ces JIJ, un clin d'œil aux JO de Paris. » Dans le cadre du réseau, un relais sera également organisé entre les établissements, de la Grèce jusqu'à Paris, « comme pour la flamme olympique ! »



Octobre AMBASSEURS, AMBASSADRICES EN HERBE (AAEH)

Cette 12^e édition s'inscrit dans le cadre de l'année du sport impulsée par l'AEFE. Elle aura pour thème : 1924-2024, Les Jeux olympiques et paralympiques : un événement fédérateur, inclusif et durable ? « Il s'agit de joutes oratoires organisées au sein des établissements dans différentes zones du monde. La finale aura lieu à Paris, au moment du Sommet de la francophonie 2024 (4 et 5 octobre, Ndlr), car lors de ces joutes on évalue la maîtrise du français et l'aisance à l'oral », explique Claudia Scherer-Effosse. Créé en 2012 par l'AEFE, AAEH est en effet un tournoi mondial de joutes et pratiques orales diverses (débat, improvisations, etc.) en langue française, axées autour du plurilinguisme, des valeurs humanistes promues par l'AEFE, et de thématiques ayant une portée internationale. Chaque année, les établissements du réseau se mobilisent, de l'école primaire au lycée, pour participer à ce concours. Depuis 2022, il est ouvert aux filières francophones des établissements d'enseignement étranger labellisées Label-FrancÉducation. ♦

ENSEIGNEMENT FRANÇAIS À L'ÉTRANGER EN ROUTE VERS 2030 !

En 2023, les consultations sur l'enseignement français à l'étranger ont été un tournant dans la réalisation de l'objectif présidentiel. La feuille de route 2023-2026 guide les travaux de l'Agence, pour la qualité des enseignements dispensés dans les lycées internationaux français, et pour le développement du réseau.

L'AEFE : service public et influence française dans le monde

Composé de **580 établissements dans 139 pays et accueillant plus de 392000 élèves**, de la maternelle à la terminale, le réseau d'enseignement français à l'étranger poursuit une mission de service public en scolarisant des enfants français (1/3 des effectifs) et une mission de diplomatie d'influence en accueillant un nombre croissant d'élèves étrangers (2/3 des effectifs).

Dans ces écoles, toutes **homologuées par le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse**, les enfants apprennent dès la maternelle dans un cadre bienveillant, interculturel, francophone et plurilingue et suivent un parcours académique exceptionnel, avec des **échanges internationaux** leur permettant de rencontrer des élèves du monde entier: Jeux internationaux de la jeunesse, Orchestre des lycées français du monde, Ambassadeurs et ambassadrices en herbes, ADN-AEFE, et les nombreux événements sportifs organisés sur toute la planète. Les équipes pédagogiques assurent un important travail d'accompagnement afin de répondre aux besoins de chaque enfant. Par ailleurs, l'Agence a mis en place un dispositif de formation au plus près du terrain pour garantir la montée en compétence de tous les personnels du réseau. Des milliers de personnes sont formés dans ces 16 **Instituts régionaux de formation** français à l'étranger et le bac-



calauréat français international, enfin, ouvrent les portes des meilleurs établissements d'enseignement supérieur français et internationaux.

Rejoignez-nous !

- 68 établissements en gestion directe par l'AEFE;
- 163 établissements conventionnés bénéficiant d'affectation de moyens publics;
- 349 établissements partenaires.

La feuille de route de l'AEFE pour le développement du réseau

La France a un objectif bien précis pour ce réseau, qui s'inscrit dans le **plan Langue française et plurilinguisme du gouvernement**: accueillir e 700000 élèves d'ici à 2030. Belle ambition pour ce projet éducatif unique au monde, «Trésor national» selon le président de la République! C'est

l'AEFE, « colonne vertébrale » du réseau, qui chargée de la réalisation du «Cap 2030». Au printemps 2023, le MEAE a piloté des **consultations sur l'enseignement français à l'étranger**, point d'étape cinq ans après l'annonce présidentielle du Cap 2030. Elles ont pris la forme d'un questionnaire auquel près de 20000 personnes ont répondu et de groupes de travail réunissant 150 acteurs et actrices de l'enseignement français à l'étranger. A l'issue de ces consultations, l'AEFE a présenté sa **feuille de route pour 2023-2026**. Elle liste onze pays cibles dans lesquels le potentiel de développement est particulièrement favorable (Arabie Saoudite, Brésil, Côte d'Ivoire, Égypte, Émirats Arabes Unis, États-Unis, Inde, Mexique, Nigeria, République Démocratique du Congo, Sénégal), et plusieurs axes de travail pour tout le réseau. Depuis septembre 2023,

quinze groupes de pilotage issus de cette feuille de route travaillent à sa mise en œuvre sur cinq axes principaux: renforcer l'attractivité de l'offre éducative, mobiliser les acteurs de terrain, développer le vivier de professionnels adaptés dans chaque pays, garantir la qualité et la rendre lisible, et adapter le pilotage de l'AEFE au futur réseau 2030.

LE SAVIEZ-VOUS ?

L'AEFE et la coopération éducative.

LabelFrancEducation :

- 651 filiales
- 63 pays
- Plus de 190 000 élèves labelfranceducation.fr

Associations « français langue maternelle » (FLAM) :

- 147 associations
- 10 300 enfants dont 80% d'enfants français. associations-flam.fr

RÉSEAU AEFE

Les chiffres de l'orientation après le bac

Selon un bilan sur l'orientation des élèves publié par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE), 53% des élèves du réseau ont poursuivi leurs études post-bac en France en 2023, soit une augmentation de 5% par rapport à l'année précédente.

Plus de la moitié des bacheliers issus du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) ont choisi de s'inscrire dans un établissement d'enseignement supérieur en France en 2023. En ce qui concerne la prochaine rentrée, les offres de formations ont été mises en ligne le 20 décembre 2023. L'étape suivante consistait à créer son « dossier candidat » sur la plateforme Parcoursup entre le 17 janvier et le 14 mars 2024. L'échéance finale pour la confirmation des vœux et la complétion du dossier était fixée au 3 avril dernier. Les établissements vont ensuite examiner les dossiers entre le 30 mai et le 12 juillet 2024, période durant laquelle les élèves recevront progressivement les réponses des écoles ou universités auxquelles ils ont postulé. La plateforme rappelle que « les réponses sont obligatoires dans les délais indiqués » : si les écoles doivent donner leur réponse rapidement, et si réponse positive, les élèves devront par la suite valider leurs vœux dans un délai de quelques jours. Cette procédure va également être suspendue entre le 16 et le 23 juin, afin de « permettre aux élèves de se concentrer sur leurs épreuves du baccalauréat ».

Des taux record de réussite au bac

À noter que le réseau d'enseignement français à l'étranger a enregistré une moyenne de réussite au baccalauréat de près de sept points supérieure à la moyenne nationale à la session 2023. Sur l'ensemble du territoire, il s'élevait à 90,9%, contre 97,8% pour les élèves des lycées français à l'étranger. De la même manière, le ministère de l'Éducation et de la jeunesse précise que « plus de la moitié des candidats [ont obtenu] leur diplôme avec mention » en France à la session 2023, à savoir 57%. Ce chiffre grimpe à 82,1% dans le réseau de l'enseignement français à l'étranger. La différence la plus notable



se trouve dans le nombre de lycéens ayant obtenu la mention « très bien » : si le taux d'obtention pour les Français de l'Hexagone était de 9%, ils étaient 27,2% dans les lycées français de l'étranger.

À l'échelle du réseau AEFE, les bacheliers représentaient 20 659 élèves en 2023 dont plus de la moitié ont choisi de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur français. Le bilan d'orientation publié par l'AEFE en novembre 2023 indique en effet que 53% des élèves de ce réseau ont rejoint un établissement de l'Hexagone, soit 5% de plus qu'en 2022. La proportion de bacheliers à avoir validé au moins un vœu sur la plateforme – même s'ils ont finalement décidé d'être scolarisés ailleurs – atteint, elle, 72% cette année.

Le cursus universitaire reste privilégié

Parmi les élèves scolarisés dans un établissement français à l'étranger, un grand nombre de Français choisit de poursuivre ses études dans l'Hexagone (62%), tandis que près de la moitié des

élèves étrangers (qui représentent environ deux tiers des effectifs totaux des établissements AEFE) souhaitent également suivre une formation d'enseignement supérieur en France : 48% se sont ainsi inscrits sur Parcoursup en 2023. Le bilan 2023 de la plateforme souligne aussi qu'en dehors des effectifs du réseau d'enseignement français à l'étranger, 34 500 candidats internationaux étaient inscrits sur Parcoursup.

Quant à la répartition des étudiants dans les différents cursus, le choix des élèves en provenance de l'étranger s'aligne sur les statistiques françaises. Selon les derniers chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, 58% des Français de métropole s'inscrivent à l'université. Parmi les étudiants issus du réseau d'enseignement français à l'étranger, ils sont 60% à faire ce choix. En deuxième position, on retrouve les écoles de commerce qui regroupent 11% de ces élèves, suivies des écoles d'ingénieurs (10%) et des classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE), avec 8%. ♦



INSCRIPTIONS OUVERTES
POUR L'ANNÉE 2024-2025

ib
de La Jonchère

ÉCOLE
INTERNATIONALE
BILINGUE
Shaping the world

Découvrez notre école bilingue

- **Ecole bilingue** de la petite section de maternelle à la 3^e
- 50% en français et 50% en anglais
- **Campus privé de 2 hectares** à seulement 30 min de Paris
- Elèves originaires de **plus de 30 pays**
- Service de **transport porte à porte**
- Activités extra-scolaires, étude et garderie le soir
- Inscription et accueil des élèves **tout au long de l'année**



**Prenez rendez-vous
pour une visite privée**

Nous situer

EIB de La Jonchère
Sente de Bournival
78170 La Celle Saint Cloud



Nous contacter

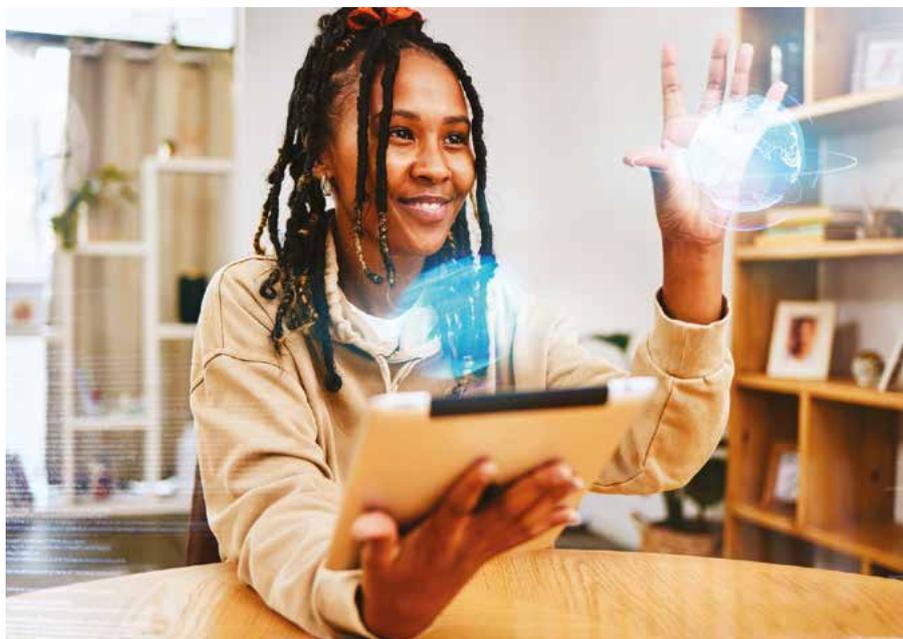
admissionsdelajonchere@eibparis.fr
+33 (0)1 61 30 30 26
www.eibparis.com



AGORA MONDE

L'outil de l'AEFE pour faire communauté virtuellement

À l'heure de l'interconnexion, les institutions éducatives s'efforcent de fournir des plateformes favorisant le dialogue international et les échanges culturels. C'est l'idée d'Agora Monde, une plateforme numérique lancée par l'AEFE pour permettre à ses élèves de rester connectés.



naires avec des pairs de différentes parties du monde. À travers ces projets, les étudiants améliorent leurs compétences académiques tout en créant des liens ;

- Depuis maintenant quatre ans, la plateforme organise aussi le salon virtuel AEFE-Agora Monde qui permet aux lycéennes et lycéens de se renseigner pour construire leur orientation post-bac, en particulier lorsqu'ils souhaitent poursuivre leurs études en France. Ce salon, qui a lieu en décembre, permet d'accéder à des visites virtuelles de stands tenus en ligne par des établissements de l'enseignement supérieur, d'assister à des conférences sur des sujets tels que la vie étudiante et d'échanger avec les différents intervenants ;

- La plateforme est enfin un véritable centre de ressources interactif pour les élèves du réseau et permet à ceux qui y sont inscrits de sélectionner ces ressources dans leurs favoris pour les retrouver plus facilement, d'enregistrer directement depuis l'application des témoignages en vidéo, de recevoir des notifications lorsqu'une réponse leur est apportée, etc.

Pour s'adapter aux nouveaux usages du numérique et permettre à ses élèves et anciens élèves des lycées français – implantés dans plus de 140 pays – d'échanger entre eux depuis n'importe quel recoin du monde, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) a créé la plateforme Agora Monde il y a une dizaine d'années. Mise à la disposition de tous les établissements du réseau depuis 2017, cette plateforme fonctionne comme un réseau social et contribue au sentiment des élèves d'appartenir à une grande communauté.

Qui peut avoir accès à Agora Monde ?

Son accès est réservé aux étudiants inscrits dans les écoles affiliées à l'AEFE. À l'inscription, les étudiants reçoivent des identifiants de connexion leur permettant d'accéder à la plateforme depuis n'importe quel appareil connecté à Internet. Depuis avril 2023, la plateforme – où sont inscrits plus de 150 000

utilisateurs – est également accessible à travers une application disponible sur smartphone.

Que retrouve-t-on sur la plateforme ?

Agora Monde propose une myriade de fonctionnalités conçues pour enrichir l'expérience éducative et favoriser la compréhension interculturelle :

- Des témoignages en vidéo d'anciennes et anciens élèves qui évoquent leur parcours scolaire et post-bac. Ces témoignages permettent aux lycéens d'avoir des éléments concrets sur les cursus qu'ils souhaitent suivre une fois bacheliers, et d'adapter en conséquence les options qu'ils pourraient être amenés à choisir dans le secondaire ;
- Le Forum orientation, une salle de discussion virtuelle dans laquelle les élèves du réseau peuvent participer à des conversations sur des sujets variés : études supérieures, choix des matières académiques, perspectives d'avenir, etc. ;
- Agora Monde permet aux étudiants de collaborer sur des projets interdiscipli-

Qu'est-ce que le programme ADN-AEFE ?

Avec le lancement de l'application « Agora Monde », l'agence pour l'enseignement français à l'étranger a également repris le programme d'échanges scolaires ADN-AEFE. Il permet aux élèves de seconde qui sont scolarisés dans le réseau d'effectuer un échange scolaire dans un autre lycée français, à l'étranger ou dans l'Hexagone. Les informations sur ce programme d'échanges sont également disponibles sur Agora Monde. On y trouve notamment des capsules vidéo intitulées « ADN au quotidien » qui permettent de découvrir les établissements participant au programme et les élèves qui y ont pris part. ♦

Plus d'infos sur www.agora-afee.fr



Ouvrez à vos enfants les portes de tout un monde des possibles avec Mlfmonde en Espagne : le réseau international des écoles françaises

De la maternelle au baccalauréat : excellence éducative et bien-être à l'école pour aider les élèves à devenir des citoyens du monde. Donnez à vos enfants les clés de l'avenir !



Le réseau Mlfmonde, compte 108 établissements scolaires, dont 10 en Espagne. Fort de son expérience d'acteur pionnier de l'enseignement français à l'étranger, depuis plus de 120 ans, il va renforcer ses actions en faveur de l'école maternelle jusqu'au lycée dès la rentrée 2024. Les 10 établissements d'Alicante, Gran Canaria, Murcie, Palma, Réus, Séville, Tenerife, Valladolid, Villanueva de la Cañada, Saragosse promeuvent l'excellence pédagogique en Espagne (avec 100% de réussite aux examens). Elles mettent en œuvre les environnements éducatifs de qualité pour améliorer la première expérience de l'école pour l'enfant et ses parents :

- pédagogie aux apprentissages exigeants ;
- plurilinguisme en dialogue avec les cultures espagnoles, françaises et langue anglaise renforcée ;
- parents partenaires de la vie scolaire et éducation à la citoyenneté ;
- recherche du bien-être de l'élève dans un "cocon" à taille humaine où les camarades de classe deviennent des amis pour la vie. Cette démarche est le fruit d'une mobilisation sans précédent de l'ensemble du réseau en faveur

d'un engagement international pour la réussite des élèves, futurs citoyens ouverts sur le monde.

LES 4 AXES PÉDAGOGIQUES

Des apprentissages solides

- Compétences orales bien développées dès l'âge de 2 ans.
- Une structuration de l'emploi du temps autour des pics de vigilance et rythmes de l'enfant ;
- Un suivi personnalisé pour que chaque élève acquière de solides compétences lexicales et mathématiques (utilisation de la méthode Singapour, développement de STIAM). Le programme STIAM (Sciences, Technologies, Ingénierie, Arts et Mathématiques) est une initiative multidisciplinaire visant à favoriser la créativité chez les élèves ainsi qu'un engagement soutenu de leur part.
- Rythmes d'apprentissage validés par les neurosciences.

En route vers le plurilinguisme

- Enseignement et maîtrise de 3 langues (français, anglais et espagnol) dès l'âge de 2 ans.
- Objectif : atteindre le niveau C1 en anglais, français et

espagnol pour tous les élèves de Terminale. Pour ce faire, un plan de certification sera mis en place dans les 3 langues tout au long de la scolarité : anglais (Cambridge), français (DELF, DALF), espagnol (DELE).

- Activités extrascolaires en anglais.
- Des échanges internationaux en France, en Europe et dans le reste du monde.

Bien-être pour bien apprendre

- Priorité au bien-être avec des projets innovants.
- Attention individualisée aux élèves ayant des besoins particuliers (difficultés d'apprentissage, aptitudes élevées).
- Prise en compte des besoins physiologiques et émotionnels à chaque étape.

- Nombreux projets de lutte contre le harcèlement et la cyberharcèlement.

- Un enseignement positif à tous les niveaux scolaires. Ainsi, les enfants associent l'apprentissage à des émotions positives, ce qui les motive à aller à l'école.

Le partenariat avec les parents

Les 10 écoles mlfmonde en Espagne entretiennent un dialogue et une collaboration constants avec les familles. Les parents participent à la vie des écoles par l'intermédiaire du conseil d'école et du conseil scolaire, ainsi que via de nombreux groupes de travail. La coéducation constitue un pilier tout au long de la scolarité, de 2 à 18 ans.



CERTIFICATIONS : 1/ PIX : évaluation des compétences numériques. 2/ EVALANG : test numérique de positionnement en anglais pour les élèves de 3e. 3/ DELE : diplôme d'Espagnol comme Langue Étrangère. 4/ CAMBRIDGE : certificat d'anglais. 5/ DELF : diplôme d'études en langue française ; DALF : diplôme approfondi en langue française



© Studio Romantic

JEAN-MARC MERRIAUX

« *L'inclusion d'élèves à besoins éducatifs particuliers bénéficie à l'ensemble de la classe* »

Plurilinguisme, formation des enseignants, enjeux d'inclusion... Le directeur de la Mission laïque française (MLF), Jean-Marc Merrioux, revient sur les grands enjeux du réseau d'enseignement français à l'étranger.

Quels étaient les effectifs de la MLF à la rentrée 2023-2024 ?

Nous avons constaté une stabilisation de nos effectifs sur l'ensemble du réseau, avec bien sûr des disparités selon les régions. Nous comptons 31 109 élèves l'année précédente, et nous en avons enregistré 30 742 pour cette rentrée, ce qui correspond à une baisse de 1,18%. Il ne s'agit pas d'une baisse significative, mais au Maroc par exemple, c'est la première fois que nos effectifs diminuent. Nous nous apercevons bien que notre dynamique de croissance est relative, nous sommes plutôt sur une période de plateau que dans une dynamique de croissance car nous subissons encore les effets de cette période post-covid. C'est pourquoi pour l'instant, plutôt que de parler d'objectifs de croissance, nous cherchons déjà à maintenir nos effectifs

actuels dans nos établissements de pleine responsabilité (EPR), notamment en limitant la baisse des effectifs en maternelle. En revanche, nos objectifs de croissance portent plus sur notre capacité à accompagner les établissements partenaires dans leur processus d'homologation.

Quels sont les enjeux de la maternelle pour le réseau MLFMonde ?

En Espagne, nous constatons une multiplication d'offres préscolaires, alors qu'il s'agissait pendant longtemps d'une spécificité française. C'est pourquoi nous cherchons à valoriser la dynamique de parcours proposée par la MLF, où les élèves sont accompagnés dans le même environnement pendant quinze ans, de la maternelle jusqu'au bac. Nous sommes actuellement en train de structurer une véritable

stratégie de recrutement en nous adaptant aux attentes des parents pour la scolarisation de leurs enfants dès le plus jeune âge. C'est à nous de trouver le bon équilibre entre l'apprentissage et l'épanouissement, et nous nous appuyons notamment sur les travaux de la recherche en matière de cycle d'apprentissage sur une journée. Par exemple, un élève est beaucoup plus actif en début de matinée et il est nécessaire d'adapter les apprentissages à leur rythme.

L'un des objectifs de la MLF concerne la formation pour l'accompagnement des élèves à besoin éducatif particulier...

Dans certains pays, nous accueillons jusqu'à 15% d'élèves à besoins éducatifs particuliers. L'enjeu est évidemment de bien les accueillir, mais aussi de donner les outils aux enseignants pour les ac-

compagner. C'est une politique qui nous semble essentielle parce que c'est aussi un élément qui nous différencie des autres offres pédagogiques : l'inclusion d'élèves à besoins éducatifs particuliers bénéficie à l'ensemble de la classe. De plus, il n'existe pas toujours de dispositifs d'accompagnement complémentaires pour ces élèves à l'international. C'est la raison pour laquelle l'année dernière nous avons répondu, entre autres, à un appel d'offres du Secrétariat général pour l'investissement avec les établissements français afin de pouvoir construire un outil d'identification sur les troubles des apprentissages que rencontrent les élèves. Le principe est le suivant : plus on identifie tôt, mieux on accompagne. Cet outil, LISA, devrait être déployé dans nos EPR en septembre 2024, puis élargi par la suite à l'ensemble de nos établissements partenaires.

Quelles sont les spécificités pédagogiques du réseau ?

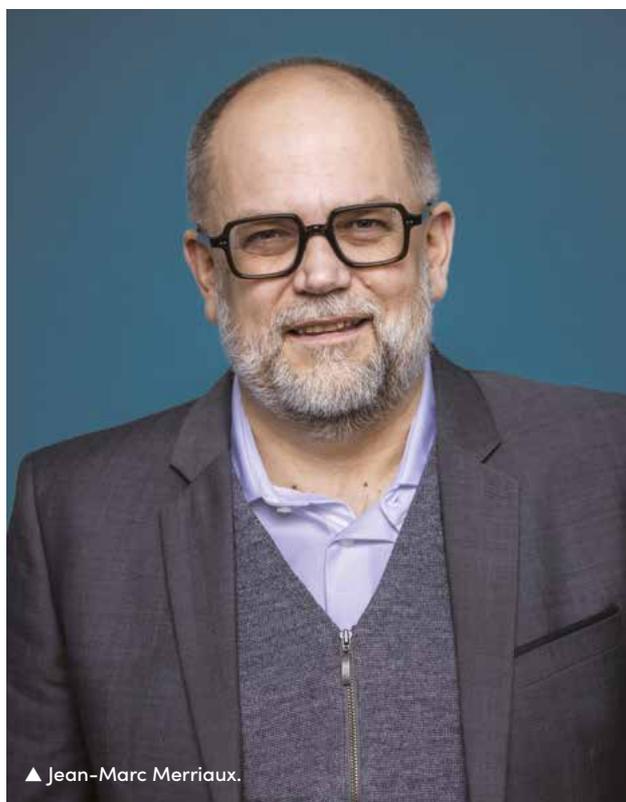
Le plurilinguisme constitue depuis toujours la pierre angulaire de notre modèle. Pour continuer de valoriser cet aspect, à Abidjan nous menons des travaux sur la systématisation d'une politique de certification des compétences linguistiques en langue étrangère, un objectif que nous exporterons par la suite dans nos autres établissements. Cette approche permet de valoriser davantage notre offre éducative et permet de mieux accompagner l'ensemble de nos élèves dans le développement de ces compétences langagières. C'est aussi l'un des pans de notre stratégie maternelle : nous voulons offrir un temps d'exposition aux langues étrangères à nos maternelles de manière plus systématique et plus importante.

Par ailleurs nous accordons énormément d'importance au développement des sciences, technologies, ingénierie, art et mathématiques (Stiam). Il s'agit de renforcer les compétences scientifiques de nos élèves et de leur permettre de développer leur créativité à travers ces enseignements. Cela peut prendre la forme de développement de Fab Labs («laboratoires de fabrication», qui reposent notamment sur le partage d'espaces, de machines, de compétences et de savoirs, ndlr) dans nos établissements. À Dallas par exemple, nous en avons développé un pour le niveau pri-

naire, avec l'objectif de donner aux élèves des clefs de sensibilisation aux enjeux environnementaux.

Quelle est l'attractivité de l'enseignement supérieur français au sein du réseau ?

Plus de 50% de nos élèves choisissent de s'inscrire dans des cursus français après le bac. Mais ce qu'on observe particulièrement, c'est leur désir de poursuivre des parcours d'enseignement supérieur à dimension internationale. C'est pourquoi nous proposons également un accompa-



▲ Jean-Marc Merriaux.

pour notre recrutement de personnels détachés, c'est un enjeu permanent. Nous recrutons entre 200 et 300 enseignants par an en fonction des années, des départements. Il nous faut donc là aussi redoubler d'effort pour identifier des enseignants et qu'ils puissent être détachés dans le cadre de leur académie, étant donné que certaines sont plus déficitaires que d'autres. De plus, la MLF est souvent un peu moins identifiée que l'AEFE, il est donc nécessaire de réaliser des campagnes de communication pour se faire connaître et encourager les enseignants à candidater chez nous. Il existe aussi une nouvelle contrainte : le ministère de l'Éducation nationale a décidé en 2019 de borner le nombre d'années à l'étranger pour les personnels détachés, et les professeurs ne peuvent désormais exercer que six ans à l'étranger. Nous arrivons donc dans ces phases là, plus compliquées, avec des générations entières qui risquent de rentrer en France. C'est pourquoi nous cherchons à valoriser l'expérience internationale pour les enseignants, le développement de compétences spécifiques comme la gestion de postes d'intercycles, des dynamiques pédagogiques différentes...

Quelle est la proportion de personnel détaché ?

Le modèle historique de la MLF repose sur une forte proportion de recrutement local. À l'image de nos effectifs d'élèves, composés à 70% de locaux pour 30% d'expatriés – même si cela varie selon les établissements – nous avons une large majorité de personnels locaux c'est-à-dire approximativement 80%. Cette spécificité implique la mise en place de notre propre dispositif de formation et d'accompagnement de personnels recrutés localement dans leur processus de professionnalisation. Il existe également différents types de recrutés locaux : les titulaires français qui ont fait leur vie à l'étranger et qui ne sont plus considérés comme détachés de l'Éducation nationale, mais aussi les recrutés locaux qui n'ont pas nécessairement suivis un cursus de formation français. Nous leur proposons des dispositifs de formation initiale et continue, notamment au travers d'accords passés avec des universités pour pouvoir offrir des masters. ♦

gnement affiné en ce qui concerne l'orientation. C'est notamment la raison pour laquelle nous travaillons en collaboration avec le programme «Avenir» développé par l'Onisep sur les questions d'orientation. Cela permet d'identifier toutes les compétences qu'ils ont pu développer dans leurs parcours pédagogiques, en particulier les compétences du XXI^e siècle avec un outil de certification parce que ces éléments sont valorisés par la suite dans le cadre de leurs parcours professionnels, surtout dans un contexte international.

Le recrutement de la MLF est-il affecté par la pénurie d'enseignants sur le territoire national ?

Les tensions qui existent sur le territoire national constituent une réelle difficulté



L'International French School (Singapore) : cultiver la diversité culturelle et la citoyenneté mondiale de nos élèves

Dans notre monde interconnecté, les échanges culturels jouent un rôle de plus en plus crucial. Ils offrent une occasion unique d'apprendre sous différents angles, élargissant ainsi notre compréhension des diverses cultures, traditions et modes de vie. En participant à des échanges culturels, les élèves acquièrent non seulement des connaissances précieuses, mais développent également un sentiment accru d'empathie, de tolérance et de respect envers les autres. L'IFS vise à cultiver la diversité culturelle et la conscience globale de ses élèves aux travers de multiples initiatives.

Exploration interculturelle : un voyage enrichissant pour les élèves de l'International French School à Tainan, Taïwan

Pendant deux semaines, les élèves de 3^{ème} et de Seconde de l'IFS, qui étudient le mandarin comme Langue vivante, ont séjourné chez des familles d'accueil à Taïwan, offrant ainsi une immersion totale dans la vie quotidienne locale et dans les traditions taïwanaises.

Cette expérience a permis aux élèves de développer leurs compétences linguistiques en chinois, tout en leur offrant une immersion totale dans la culture et les traditions taïwanaises. En vivant avec des familles locales, les élèves ont également eu la chance de participer à des activités scolaires et culturelles, comme des cours de

cuisine ou de danse traditionnelle, leur permettant de mieux comprendre le système éducatif taïwanais et d'apprécier la richesse de la culture taïwanaise. Ils ont eu l'opportunité de découvrir des sites emblématiques tels que l'Anping Old Fort, le Chihkan Tower ou le musée du Bouddha de Fo Guang Shan. Ces lieux incarnent la religion, la tradition, la philosophie, l'histoire et l'art de ce pays, écrivant ainsi son histoire depuis des générations tout en créant des souvenirs inoubliables pour nos jeunes voyageurs. De la visite de sites historiques et culturels à la participation à des cours d'école, les élèves ont eu une expérience immersive et éducative qui a élargi leurs horizons. Cet échange culturel a également encouragé les élèves à remettre en question les idées préconçues et les stéréotypes qu'ils pouvaient avoir sur

Taiwan et sa culture. En vivant au quotidien avec des familles locales et en participant activement à la vie communautaire, ils ont développé un respect profond et une compréhension authentique de la culture taïwanaise, allant au-delà des clichés habituels. Au-delà de son aspect culturel, cet échange a eu un impact positif sur le développement personnel des élèves. Sortir de leur zone de confort et s'adapter à un environnement nouveau et inconnu a renforcé leur confiance en eux et leur capacité à relever de nouveaux défis. En favorisant la diversité culturelle et en promouvant la compréhension interculturelle, cet échange contribue à former des citoyens du monde ouverts d'esprit et respectueux des différences culturelles.



Opportunités de l'AEFE : un vaste réseau de 581 établissements dans 138 pays

En tant que membre du réseau AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger), l'IFS participe au programme ADN qui offre aux élèves de l'IFS une opportunité exceptionnelle d'explorer le monde et d'enrichir leur expérience éducative. Cette année, plus de 12 élèves de seconde vont partir à l'international faire un échange entre 3 et 4 semaines dans un lycée français du monde, que ce soit en Amérique du Sud, aux États-Unis, en Afrique du Nord ou en Asie. Ces échanges culturels sont bien plus que de simples voyages. Ils favorisent le développement de compétences essentielles en communication interculturelle, en aidant les élèves à surmonter les barrières linguistiques et à adapter leurs styles de communication. Vivre dans un pays étranger expose les élèves à de nouvelles idées, perspectives et façons de penser, stimulant ainsi leur créativité et leur innovation. Les avantages vont au-delà de l'aspect académique. Les échanges culturels favorisent également la compréhension mutuelle et l'empathie envers les autres cultures. En reconnaissant l'humanité commune qui sous-tend les différences culturelles, les élèves développent une citoyenneté mondiale, devenant ainsi des membres responsables et engagés de la société mondiale. En participant à ces programmes d'échanges, les élèves de l'IFS acquièrent des compétences et des connaissances qui vont bien au-delà de ce qu'ils pourraient apprendre en classe. Ils développent une ouverture d'esprit, une tolérance et une sensibilité culturelle qui les préparent à réussir dans un monde de plus en plus interconnecté et diversifié.

Éducation à l'IFS : une Simulation du Modèle des Nations Unies pour Cultiver l'Esprit Critique des élèves

L'IFS est la première école internationale de Singapour à avoir accueilli la simulation de conférence des Nations unies dans la cité-Etat sous la forme d'un événement annuel nommé SIMUN (Singapore Model United Nations). Chaque année, l'IFS accueille plus de 250 élèves venant d'écoles internationales locales et régionales pour cette simulation du Modèle des Nations Unies. Cette expérience leur offre l'opportunité de s'immerger dans les enjeux mondiaux et de développer leur esprit critique pendant 3 jours. Au-delà d'une simple réunion, cet événement permet aux élèves de renforcer leurs compétences en leadership et en diplomatie tout en approfondissant leur compréhension des enjeux mondiaux. Participer au Modèle des Nations Unies est une expérience enrichissante pour les élèves, facilitant les connexions avec des pairs du monde entier et favorisant leur croissance personnelle. Cela les encourage à surmonter l'appréhension de la prise de parole en public, à acquérir des connaissances en diplomatie et à élargir leur compréhension des enjeux internationaux, renforçant ainsi leurs compétences en leadership. S'engager dans un Modèle des Nations Unies se révèle être une expérience enrichissante et polyvalente pour les élèves. Au-delà de faciliter des connexions avec des pairs du monde entier, cette activité se transforme en un outil de croissance personnelle. Surmonter l'appréhension de la

prise de parole en public, acquérir des connaissances en diplomatie et élargir la compréhension des enjeux internationaux sont parmi les nombreux avantages. De surcroît, il renforce les compétences en leadership, conférant aux élèves le désir d'avoir un impact sur l'évolution du monde.

L'IFS, une école engagée à cultiver la rencontre et la diversité pour former les élèves à devenir des citoyens du monde.

Les établissements d'enseignement jouent un rôle crucial dans la promotion des échanges culturels et dans la promotion de l'apprentissage tout au long de la vie. En proposant des programmes d'échange, des opportunités d'étudier à l'étranger et des programmes multiculturels, les écoles et universités créent un environnement qui célèbre la diversité et encourage les élèves à s'engager dans différentes cultures. Ces initiatives améliorent non seulement les expériences éducatives des élèves, mais les préparent également à un monde diversifié et interconnecté.

Ainsi l'International French School de Singapour s'engage à cultiver la diversité culturelle et à former ses élèves à devenir des citoyens du monde à travers des expériences plurilingues, enrichissantes et épanouissantes. Grâce à des initiatives telles que les échanges culturels et le SIMUN, l'IFS prépare ses élèves à devenir des leaders de demain, capables de comprendre et de contribuer de manière significative à notre société mondiale en constante évolution.



JEAN-NOËL TRONC

« On ne pourra pas envisager une forte croissance du réseau sans un recours accru au distanciel »

Premier opérateur de formation à distance du monde francophone, le Centre national d'enseignement à distance (Cned) se donne notamment pour mission de venir compléter l'offre éducative des établissements du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Interview de son directeur général, Jean-Noël Tronc.

Quelle part de l'activité du Cned est consacrée à l'international ?

Avec sa double mission d'éducation et de formation, le Cned est le premier opérateur de formation à distance tout au long de la vie en Europe et dans le monde francophone. 15% de nos inscrits résident hors de France. Cela représente près de 20 000 personnes, dont environ 17 000 scolaires et 3 000 adultes en formation (langues, préparation aux concours, études professionnelles, études supérieures notamment). Nos inscrits se répartissent sur les cinq continents, avec une prédominance sur le continent africain (48%) suivi de l'Europe (22,3%) puis les Amériques (15,3%), l'Asie (12,3%) et l'Océanie (près de 2%).

Quelles sont vos perspectives 2024 en la matière ?

Le Cned a toujours joué un rôle important sur le plan international et celui-ci

va encore se renforcer dans les années à venir. C'est un des axes de développement forts de notre contrat d'objectifs et de performance actuel qui court jusqu'en 2026. Cela porte bien entendu sur le volet scolaire, qui demeure notre activité principale, mais également sur celui de la formation initiale et continue à distance des enseignants de français langue étrangère (FLE) et celle des étudiants en FLE.

Concernant le volet scolaire/éducation, qui fait appel à vos services : des particuliers, des établissements ?

Nous travaillons avec les particuliers comme avec les établissements scolaires, homologués et non homologués. Nous proposons la continuité de la scolarité française des élèves à l'étranger selon un format adapté aux besoins spécifiques de l'expatriation et de la scola-

risation hors de France, et notamment auprès des jeunes, de la grande section de maternelle à la terminale, dont la résidence familiale d'habitation se trouve éloignée d'un établissement français. Nous venons également en appui aux établissements du réseau de l'Enseignement français à l'étranger (EFE) et nous nous inscrivons notamment en complémentarité de son offre éducative.

Nous répondons par ailleurs à la demande croissante de partenariats émanant de structures éducatives locales, notamment des établissements non homologués qui souhaitent adjoindre un parcours complémentaire en français à leur cursus national. Aujourd'hui, nous avons 165 conventions de partenariat avec des établissements à l'étranger dont 101 avec des établissements du réseau de l'EFE et 64 hors réseau. La dynamique de développement est réelle. En 2023,

nous avons fait aboutir 20 nouvelles demandes de partenariats avec des établissements scolaires.

Dans quelle mesure l'offre que vous proposez est-elle complémentaire de celle des établissements français à l'étranger ?

Le Cned s'inscrit dans une logique de complémentarité avec l'offre éducative des établissements du réseau de l'enseignement français à l'étranger. Il est notamment un partenaire privilégié de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) et de la Mission laïque française (MLF). Nous permettons aux établissements scolaires gérés par ces deux opérateurs de maintenir une offre d'options étendue, de proposer de nombreux enseignements de spécialité au lycée ou encore de remplacer des professeurs pour de courtes durées.

Une centaine de lycées a ainsi fait appel au Cned en 2023 pour des enseignements à distance de spécialité. Le Cned et l'AEFE ont également signé en 2023 deux nouvelles conventions de partenariat pour le collège, relatives au dispositif d'aide aux devoirs Jules et au service *Program'Courses* pour assurer la continuité des apprentissages des élèves en cas d'absence de courte durée d'un enseignant non remplacé. De nombreux enfants d'expatriés français poursuivent par ailleurs leur scolarité dans un établissement étranger hors réseau. Nous leur proposons la formule SCI (« scolarité complémentaire internationale »), une formule allégée qui leur permet de garder un lien avec la langue et la culture françaises.

Le contexte géopolitique actuel a-t-il contribué à renforcer votre rôle dans certains pays ?

Nous répondons avec agilité et rapidité à des situations de crise pour permettre la poursuite des apprentissages malgré le contexte local. L'enseignement à distance peut présenter un soutien de courte durée ou s'inscrire de manière plus pérenne, en fonction des situations. Nous avons tous présent à l'esprit la crise sanitaire durant laquelle le Cned a scolarisé à l'international de nombreux élèves ne pouvant se rendre en classe. Plus récemment, nous avons accompa-

gné l'établissement français Anne-de-Kiev en Ukraine, qui a dû basculer plusieurs mois en enseignement à distance le temps que la situation locale permette un retour des élèves en présentiel. Bien d'autres établissements dans des pays en crise font appel au Cned, en lien souvent avec nos ambassades.



▲ Jean-Noël Tronc.

© Eve Grynberg

En lien avec l'AEFE, vous avez lancé en 2022 une expérimentation dans trois établissements du réseau qui permet aux étudiants de suivre et de présenter leur BTS depuis l'étranger, sans qu'il soit nécessaire de venir en France pour l'examen. Ce projet est-t-il amené à se pérenniser, voire à s'étendre ?

Le Cned a lancé ce projet pilote de parcours de formation au brevet de technicien supérieur (BTS commerce international et BTS tourisme) en 2022 dans les trois établissements AEFE de Casablanca, Tanger et Athènes. Ce sont des parcours qui s'organisent autour d'une formation hybride qui combine des temps d'enseignement à distance auprès du Cned et des temps d'accompagnement administratif et pédagogique au sein de l'établissement scolaire d'accueil. Nous travaillons actuellement sur l'organisation de la première session d'examens qui aura lieu cette année. Nous sommes

donc encore dans le temps de l'expérimentation, qui court jusqu'en 2025. Au terme du pilote, nous pourrions ensuite statuer sur la pérennisation du projet et son développement.

Concernant vos offres pour les adultes, que proposez-vous en matière de formation à distance pour un public francophone qui vit à l'étranger ?

L'ensemble de notre offre de formations (titres professionnels, préparations aux concours enseignants et administratifs, formations en langues) est bien sûr accessible à l'international. Pour autant, la formation initiale et continue des professeurs de FLE continue de représenter un secteur essentiel à l'international pour notre établissement. Nous proposons des formations de préparation au DAEFLE avec l'Alliance française de Paris Ile-de-France, d'acquisition ou de renforcement de compétences professionnelles avec PROFLE+ en partenariat avec France Education international, comme des cursus universitaires (masters 1 et 2) avec l'université Grenoble-Alpes. Nous avons présenté ces formations à Brasilia et à Singapour en 2023, à l'occasion des Congrès régionaux organisés par la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) avec laquelle le

Cned a renouvelé sa convention de partenariat en 2023.

Dans quelle mesure le Cned participe-t-il à l'objectif CAP 2030 pour trouver de nouveaux élèves à scolariser dans le réseau ?

L'action du Cned participe à la stratégie du gouvernement pour répondre aux enjeux de développement de l'enseignement français à l'étranger pour lesquels le président de la République a fixé un double objectif à l'horizon 2030 : doublement des effectifs dans le réseau homologué et doublement des filières bilingues. Le Cned contribue sans aucun doute à l'effort collectif pour atteindre l'objectif CAP 2030 et je reste convaincu qu'on ne pourra pas envisager une forte croissance du réseau sans un recours accru au distanciel. ♦

Plus d'infos sur www.cned.fr

TÉMOIGNAGE

Scolarité à l'étranger : quel établissement choisir ?

Lors d'une expatriation, la question de la scolarisation des enfants est souvent l'une des premières à se poser. Établissement du réseau français à l'étranger, formation à distance, école locale : comment s'y retrouver entre ces différentes options ? Expatriée depuis vingt-cinq ans, Caroline Lesueur est convenue dès la naissance de ses trois filles avec son mari américain que le français serait leur langue d'éducation. Elle souhaitait leur offrir la possibilité d'être bilingues et de connaître les deux cultures.



nir ces informations. En 2010, Caroline et son mari s'envolent pour la Chine où leurs filles ont pu continuer leur scolarité au sein de l'école française de Hong Kong durant six ans. Mais lorsqu'ils retournent vivre aux États-Unis, cette fois à Boston, c'est la désillusion : alors que les deux aînées intègrent le lycée français de la ville, il n'y a plus de place pour la benjamine. Celle-ci entre donc dans un établissement américain. « J'avais des appréhensions, l'approche scolaire y est complètement différente, explique Caroline. Finalement, elle s'y plaît beaucoup et est très épanouie. Le système américain est plus libre que le français : les élèves choisissent leurs cours et peuvent faire beaucoup d'activités extrascolaires. » Seul véritable sacrifice en faisant ce choix : la question de l'apprentissage du français.

Les écoles françaises à l'étranger

Après un début de scolarité à l'Alliance Française de Chicago, le couple décide d'inscrire ses filles à l'école française de Chicago à partir de leur entrée respective en grande section : « C'était une super expérience. Cette école leur a permis de suivre le programme français avec une pédagogie très américaine, positive, à l'écoute des enfants et des familles. » Ce choix, c'est celui que font de nombreux Français puisque selon l'enquête Expat Communication CFE 2019, trois parents sur cinq ont choisi le système français pour au moins un de leurs enfants. Aujourd'hui, le réseau AEFÉ compte plus de 560 établissements dans le monde. Les inscriptions sont gérées par les établissements eux-mêmes ou par les services de coopération et d'action culturelle des ambassades.

L'avantage de scolariser son enfant dans une école française ? Lui offrir une continuité lorsque le cursus a été entamé en France, lui permettre d'évoluer dans le milieu culturel de son pays d'origine,

mais aussi de bénéficier d'un bon niveau scolaire, la qualité de l'éducation étant reconnue à l'international. « Le bac français est un diplôme de qualité. Lorsque l'enfant se présente en université, les écoles savent que l'élève est sérieux et qu'il a eu un parcours scolaire exigeant », apprécie Caroline. Pour certains parents néanmoins, les frais d'inscription peuvent s'avérer élevés. D'autres estiment que cette scolarisation ne permet pas une immersion totale dans le pays d'accueil.

Les écoles locales

Pour vivre cette immersion, certains parents optent ainsi pour une école locale. À cet effet, le gouvernement français donne plusieurs conseils, notamment de réunir avant son départ « les derniers bulletins scolaires de [son] enfant et tout autre document utile ». Dans certains pays, l'obtention de la reconnaissance des certificats scolaires par les autorités nationales est également un préalable à l'inscription. L'ambassade française du pays d'accueil peut four-

L'enseignement à distance

Pour pallier cela, Caroline décide de l'inscrire à des cours en ligne lui permettant de garder un lien avec sa culture française. « Nous l'avons inscrite à l'OFALycée. Les cours avaient lieu en fin de journée après l'école, elle n'était pas en immersion totale mais cela lui a permis de continuer à pratiquer le français. » La mère de famille précise que les coûts de ces cours étaient abordables, avec des leçons pour des élèves de la maternelle à la terminale. Dans cette même logique, certaines familles françaises expatriées inscrivent leurs enfants au Cned, notamment lorsque leur destination ne dispose pas d'établissement français. Le Cned propose en effet la « scolarité complémentaire internationale », une formation en français qui suit les programmes officiels de l'Éducation nationale. D'autres organismes fonctionnent avec le même système : les cours Legendre, l'école Hattemer et les cours Pi par exemple. Il faut néanmoins faire preuve d'une certaine rigueur pour suivre ces programmes en ligne. ♦



crédit photo : Shutterstock/AlmDrecom

Pourquoi choisir une école bilingue ?

Les familles sont de plus en plus nombreuses à choisir de scolariser leurs enfants dans des écoles bilingues. Elles leur offrent ainsi, dès le plus jeune âge, une grande richesse culturelle. Un parcours scolaire bilingue stimule l'enfant et développe sa plasticité cérébrale.

Trois bonnes raisons de choisir une école bilingue pour son enfant :

● Un atout pour la réussite scolaire et pour toute la vie

Augmentant l'ouverture d'esprit ainsi que les capacités de flexibilité et de concentration, l'apprentissage bilingue précoce favorise la réussite des élèves dans toutes les disciplines. La maîtrise de l'anglais est un atout incontestable en primaire, au secondaire et pour les études supérieures, en France ou à l'étranger. Les parents, en offrant une éducation bilingue à leurs enfants, leur font un cadeau pour toute la vie.

● Une ouverture au monde

L'apprentissage précoce de l'anglais est corrélé à la découverte de cultures anglo-saxonnes. Les élèves apprivoisent d'autres modes de vie et traditions dans leur programme scolaire ou extrascolaire. Ils interagissent en anglais lors d'activités sportives, culturelles et artistiques. Cette exposition prolongée au bilinguisme permet aux enfants de vivre dans un environnement multiculturel qui ouvre les esprits, nourrit la créativité, développe l'esprit d'équipe et renforce la tolérance par l'ouverture aux autres.

● Un avantage pour le développement du cerveau

L'apprentissage d'une langue différente par le cerveau d'un enfant renforce durablement sa plasticité selon un constat unanime des études des neurosciences cognitives. Passer d'une langue à l'autre requiert une flexibilité mentale qui permettra de gérer aisément plusieurs tâches concomitamment. Les enfants bilingues bénéficient d'une attention plus sélective, mais aussi une plus grande concentration, un sens de la planification et de la résolution de problèmes complexes.

Fidèles à leur mission visant à former de futurs citoyens du monde, les équipes des écoles EIB Paris, Hattemer Bilingue en région parisienne et ICS Côte d'Azur, s'engagent au quotidien pour offrir une éducation bilingue d'excellence, à la fois exigeante et bienveillante.

L'École Internationale Bilingue (EIB) s'est spécialisée dans l'enseignement précoce de l'anglais, dès sa création en 1954 à Paris. Au sein de ses six établissements répartis dans la capitale et à l'ouest de Paris, l'EIB accueille plus de 3 000 élèves de 70 nationalités différentes, de la maternelle jusqu'à la terminale.

Hattemer Bilingue propose en maternelle des cours assurés à 50/50 en langues anglaise et française. Les deux établissements parisiens situés dans le 8^e et le 16^e arrondissement accueillent les enfants de la petite section jusqu'au CM2.

L'école ICS Côte d'Azur située à Sophia Antipolis propose un enseignement bilingue basé sur les sciences et l'éducation en extérieur dès l'âge de trois ans jusqu'au CM2 afin d'accompagner les élèves dans leur apprentissage au quotidien.



Pour de plus amples informations sur nos écoles, vous pouvez nous contacter : admissions@globeducate.fr

www.globeducate.com

CRITÈRES D'EXCELLENCE

Zoom sur les établissements labellisés

Parmi les différents dispositifs satellites de l'enseignement français à l'étranger, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères a lancé en 2012 le « LabelFrancÉducation ». Attribué à des établissements présentant des sections bilingue francophone, il garantit la qualité de l'enseignement du français à l'étranger.



scolarisés dans des filières labellisées sont exemptés de passer un test linguistique pour présenter leur candidature dans des cursus en France. »

Les filières et établissements labellisés se sont vu attribuer un objectif propre dans le cadre des orientations pour l'enseignement français à l'étranger énoncées par Emmanuel Macron en 2018 : celui d'atteindre le nombre de 500 d'ici 2030. « Cet objectif est largement atteint », se félicite Lucia Da Silva. Il existe en effet 651 filières francophones labellisées dans réparties dans 63 pays du monde. Près de la moitié des établissements qui présentent le label se situent en Europe, 20% sont répartis entre l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Sur les 17% qui se trouvent sur le continent américain, la plupart sont en Amérique du Nord.

Renforcer la communication sur ce dispositif

Pour obtenir le fameux sésame, les filières bilingues doivent répondre à six critères, fixés par le MEAE, comme la présence d'un enseignant francophone titulaire d'un master français ou équivalent, ou encore la présentation des élèves aux certifications de langue française que sont le DELF (diplôme d'études en langue française) ou le DALF (diplôme approfondi de langue française). Mais si « les demandes de labellisation des établissements étrangers augmentent chaque année », selon Lucia Da Silva, le principal défi consiste à améliorer la communication quant à cette offre d'enseignement francophone. La consultation menée par la plateforme ReflexeS en amont du webinaire démontrait notamment que 60% des répondants – pourtant pour la plupart directement liés au réseau d'enseignement français à l'étranger, comme les parents d'élèves – n'avaient pas connaissance du « LabelFrancÉducation ». ♦

Plus d'infos sur www.labelfranceducation.fr

« Le réseau d'enseignement français à l'étranger est pluriel », rappelait Samantha Cazebonne le 25 mai 2023. La sénatrice des Français établis hors de France avait tenu à revenir sur les différentes alternatives au réseau d'établissements français à l'étranger à l'occasion d'une conférence en ligne sur sa plateforme pour l'éducation ReflexeS. L'attribution du « LabelFrance-éducation » par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) à des établissements ou filière d'enseignement bilingue constitue une option pour les parents qui désirent offrir à leurs enfants une éducation francophone.

« Ce label a été créé en 2012 dans le but de distinguer les filières d'enseignement bilingue francophone de qualité », explique la représentante du MEAE, Lucia Da Silva, qui intervenait lors du webinaire. Elle rappelait notamment la différence fondamentale entre les établissements labellisés et les établissements homologués du réseau de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) :

les sections bilingues labellisées suivent un programme local ou national, et non pas français : « Cela fait partie à la fois d'une stratégie de coopération éducative bilatérale et permet de proposer une offre éducative francophone de qualité sur programme local, à la demande des parents. »

De nombreuses filières labellisées dans le monde

Les filières labellisées constituent une alternative intéressante aux établissements homologués par l'AEFE à plusieurs niveaux. Contrairement aux établissements homologués, qui relèvent du privé, les établissements labellisés sont majoritairement publics. Cela permet aux familles d'offrir un enseignement bilingue francophone à leurs enfants, avec des frais de scolarité moins élevés. « Nous travaillons actuellement à renforcer les liens entre les établissements "LabelFrancÉducation" et l'enseignement supérieur français », ajoute la représentante du MEAE. Nous pouvons d'ores et déjà souligner que les élèves ayant été

ÊTRE AU RENDEZ-VOUS D'UN MONDE QUI CHANGE

Nous sommes aujourd'hui confrontés non pas à une mais à trois transformations : environnementale, technologique et sociétale qui remodelent, chacune, notre façon de vivre, d'apprendre et de travailler.



Dans cette ère nouvelle, le rôle des écoles de management est interrogé. Notre devoir n'est pas seulement de nous adapter mais aussi de rechercher et d'initier de nouvelles façons de penser et d'agir, pour doter la prochaine génération de dirigeants de nouvelles boussoles dont elle aura besoin pour naviguer par ces temps de ruptures et d'innovation. Au cours de ses plus de deux siècles d'existence, ESCP a traversé de nombreuses révolutions technologiques et autant de bouleversements sociaux. Nous nous sommes transformés à maintes reprises pour garantir la pertinence de notre enseignement, de notre recherche et préparer les leaders de demain. Nous le faisons une fois de plus.

La transformation environnementale

Notre modèle de développement des entreprises a longtemps été fondé sur l'idée que le ciel est la limite du progrès humain.

À ESCP, nous pensons qu'une nouvelle façon de voir le monde peut être partagée, grâce à une approche holistique qui intègre la réflexion éthique et durable dans chacun de

nos cours. Dès 2021, nous avons créé un département interdisciplinaire dédié au développement durable pour superviser cette approche.

Le nouveau centre **STAR** (Sustainability Transformation & Applied Research) de notre campus de Berlin, est un centre de recherche basé sur le postulat de son cofondateur, Professeur Florian Lüdeke-Freun : "Le développement durable n'est pas un outil pour résoudre les problèmes des entreprises. L'entreprise est l'outil qui permet de relever les défis du développement durable".

La transformation technologique

Les avancées technologiques sont à l'avant-garde du progrès mondial. De notre Master of Science in Big Data and Business Analytics à l'introduction de cours "No Code", nous concevons des programmes visant à permettre à tous de s'engager dans ces expertises nouvelles avec prise de recul. Si cette transformation est technologique, la véritable innovation viendra de la combinaison des disciplines. C'est ce qu'a découvert Sylvain Bureau, Professeur d'entrepreneuriat à ESCP, en créant en 2011 la méthode **Art Thinking**,

qui s'appuie sur l'observation des processus de création dans les arts et les sciences. En introduisant des principes artistiques dans la réflexion des entreprises, nous cultivons une nouvelle génération de dirigeants capables de stimuler l'innovation et de repousser les limites du progrès technologique pour le bien commun.

La transformation sociétale

Il est désormais communément admis que les entreprises qui accordent la priorité à l'inclusion et à la diversité en retirent de nombreux avantages. À ESCP, notre modèle multi-campus enrichit non seulement l'expérience de nos étudiants mais les invite également à créer des liens entre les cultures et les différences. Notre centre d'excellence pour le management interculturel, la diversité et l'inclusion a pour objectif d'approfondir la compréhension de ces questions essentielles afin de renforcer les performances globales des organisations.

Un appel à agir collectivement

Les transformations auxquelles nous sommes confrontés ne sont pas des événements distincts. Elles ne sont pas l'affaire d'un seul groupe, d'une seule région ou d'un seul gouvernement. Ces transformations dépassent les frontières et ont un impact sur chacun d'entre nous.

La capacité à penser de manière responsable, la perspicacité technique et le leadership inclusif sont les compétences indispensables des dirigeants pour faire face à ces transformations et les saisir pour faire de notre monde, un monde meilleur. Les écoles de management du monde entier ont la possibilité d'agir. Allons-nous répondre à cet appel à l'action ? Notre réponse à ESCP est oui et nous avons déjà commencé à le faire.

Pr Leon Laulusa
Directeur général de ESCP



L'AFLEC, UNE POLITIQUE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES AU CŒUR DE LA VIE DU RÉSEAU

Des écoles apprenantes ? Encore une formule décorative, mais peu opératoire ? Surtout pas ! À l'AFLEC, on sait qu'on n'enseigne bien que lorsqu'on apprend en permanence ; on sait aussi qu'on n'enseigne bien que si on n'enseigne pas tout seul. Autrement dit, quand on est à l'aise dans des lycées qui évoluent en permanence, qui accueillent, innovent, s'adaptent et se réinventent chaque jour. Et pour créer puis faire vivre ces organismes complexes que sont les communautés éducatives, pour réaliser l'ambitieux projet pédagogique de l'AFLEC, on sait que l'essentiel, ce sont les personnes – bien avant et bien au-delà des outils, logiciels et procédures.

Recruter des personnalités engagées au service de la transmission et de l'éducation

Et ces personnes, il faut les recruter. Mais qui sont-elles? Tous ceux qui, sans expérience ou riches d'une carrière bien remplie, titulaires de l'Éducation nationale française ou non, souhaitent se lancer chaque

jour, expérimenter les savoir-faire maîtrisés, en équipe. Comment les identifier?

Le plus simple, c'est de les connaître déjà: offrir des carrières longues et riches aux femmes et aux hommes qui travaillent ou ont travaillé dans nos lycées et souhaitent rester ou revenir dans le réseau de l'AFLEC, y compris après avoir fait valoir leurs

droits à la retraite. Cela implique de nous doter des possibilités de proposer et d'accompagner des mobilités entre établissements, de penser des grilles de rémunération complètes et attractives, d'assurer des cotisations retraite convenables, et de garantir une formation professionnelle continue de qualité parce que l'enseignement impose d'être toujours capable de

comprendre l'évolution des attentes des familles et des élèves, pour y répondre au mieux.

Il est aussi possible d'aller les chercher là où ils se préparent à devenir enseignants: à l'université, avant même leur diplôme, en nous associant à leur formation à la fois théorique (en contribuant à la conception des formations) et pratique (en leur offrant des stages d'observation et des stages de pratique). À la rentrée 2023, le LFI AFLEC de Dubaï a pu accueillir pour un stage pratique deux personnes inscrites au Diplôme universitaire de l'INSPÉ Clermont-Auvergne. Ce stage leur aura permis de valider leur inscription au DU et, réciproquement, le fait qu'elles suivent une formation universitaire reconnue leur aura permis d'être acceptées en stage dans notre établissement. À la rentrée 2024-2025, le LFI AFLEC de Dubaï accueillera un stagiaire en dernière année de master MEEF Premier degré et ayant choisi le parcours «Enseigner à l'étranger» à l'INSPÉ de l'Université de Clermont-Auvergne: il sera chargé de classe à mi-temps en binôme avec un enseignant expérimenté référent, observera ses collègues plus aguerris et découvrira la vie d'une institution scolaire. Notre objectif est double: contribuer à sa formation initiale, et préparer son intégration à l'AFLEC une fois qu'il sera diplômé. Il pourra ainsi choisir, sans passer le concours de professeur des écoles, de devenir un professeur spécialiste de l'enseignement français à l'étranger, et sa carrière sera pleinement internationale. Ces stagiaires bénéficieront des «Essentiels», le parcours pour les néo-recrutés conçu par l'AFLEC: on y aborde les particularités de l'enseignement à l'étranger, en particulier au sein de l'AFLEC, les compétences pédagogiques, les programmes scolaires, l'usage des outils numériques et les attentes professionnelles. Il offre également des formations sur la gestion de classe et la communication avec les élèves et les parents. Il est important de noter que le protocole peut varier en fonction des besoins et des ressources de chaque établissement. L'objectif principal est de créer un environnement de soutien et d'apprentissage pour les néo-recrutés afin de les aider à réussir dans leur profession.

Favoriser et organiser un développement professionnel continu

Ces personnes «apprenantes», ce sont aussi bien sûr celles qui travaillent déjà dans nos établissements, et s'y développent professionnellement pour favoriser un enseignement de qualité et innovant. Elles s'interrogent sur ce qu'elles ont à apprendre elles-mêmes pour que les élèves apprennent mieux. Depuis sa fondation, l'AFLEC investit dans la formation professionnelle, et la qualité de ses innovations dans ce domaine est reconnue au plus haut niveau de l'État. Plus précisément, cet investissement se concrétise dans la mise en place d'une formation obligatoire de 18h annuelles dans le second degré, comportant 3 volets: **-une formation réseau** qui porte cette année sur les apports des sciences cognitives, après l'accent mis l'an dernier sur le «*wellbeing*»: à partir d'un séminaire de formation le 28 octobre, conçu par Jean-Luc Berthier et son équipe et qui a passionné les enseignants, chacun commence à repenser sa démarche pédagogique en fonction de ce qu'il a retenu des apports des sciences cognitives; **- des échanges de pratiques pédagogiques par des visites de pair à pair**, dites «classes ouvertes», qui permettent à chaque enseignant d'acquérir des compétences professionnelles sur un point qu'il choisit ou qui lui est conseillé en rendant visite à un ou plusieurs collègues «spécialistes» de la question et en les accueillant à son tour dans sa classe; **- une formation laissée au choix** de chaque professeur lui permettant de se former plus spécifiquement dans sa discipline, et proposée par FormAFLEC ou par un autre organisme hors du réseau. Dans le premier degré, le dispositif des classes ouvertes est également retenu, en complément des visites de classes assurées par les responsables de cycle et par la conseillère pédagogique.

Pour orchestrer tout cela, depuis 2017, FormAFLEC est un outil au service de l'enseignant et de son bien-être professionnel, comme une possibilité de réponse à ses interrogations, comme une opportunité de progresser, de faire évoluer sa carrière. Chaque

enseignant du réseau peut contribuer à l'enrichissement de ses pairs. Ces formes de partage entre professeurs cohabitent avec les contributions de pédagogues et de formateurs reconnus. En 2023-24, FormAFLEC propose 85 formations au service des professeurs du réseau.

L'INSPÉ de Clermont-Auvergne, un partenaire historique

Fidèle à son histoire et à ses convictions, l'AFLEC s'appuie sur des partenaires pour s'améliorer continuellement: l'université de Clermont-Ferrand est l'un de ces partenaires, apportant une expertise complémentaire de celle de nos équipes, et permettant la diplomation des enseignants inscrits au DU ou au master qu'elle propose. Le DU «Enseigner dans un établissement français à l'étranger», ouvert en 2016-2017, se décline aujourd'hui en plusieurs parcours adaptés à l'enseignement secondaire à l'étranger. Ces parcours de formation sont proposés à distance, permettant ainsi aux enseignants de les suivre tout en assurant leur service, et sont soutenus par un suivi individuel au sein des établissements de l'AFLEC: l'ensemble constitue un dispositif alliant théorie et pratique. Depuis 8 ans, une dizaine d'enseignants suivent et obtiennent le DU chaque année au sein des lycées de l'AFLEC. L'expérience ayant été concluante, l'INSPÉ de Clermont-Auvergne a mis en place en 2023-2024 un master, diplôme d'État: sept enseignants, en poste, titulaires du DU, préparent cette année chez nous leur Master 2.

L'AFLEC, en interrogeant la mise en œuvre de sa politique des ressources humaines pour tous les enseignants du réseau, quels que soient leurs statuts, a voulu en faire un atout pour leur développement professionnel et la qualité des enseignements. Elle se donne ainsi la possibilité de contribuer au développement de l'enseignement français à l'étranger et d'accompagner ses mutations. Elle constitue une communauté d'enseignants passionnés, à l'aise dans leurs classes et confiants dans notre capacité collective à répondre aux besoins de la société.

RÉSEAU D'ASSOCIATIONS FLAM

La promotion du français comme langue maternelle à travers le monde

Initié en 2001, le dispositif Flam (français langue maternelle) permet aux enfants de Français à l'étranger de conserver leur langue d'origine et le lien avec la culture française dans un contexte extra-scolaire.



tion. Le fait de partager ces moments avec d'autres membres de la communauté française leur donne la chance d'avoir une réelle connexion avec la France et leurs origines.»

Les associations Flam peuvent exister sous la forme de cours de langue et de culture, mais aussi d'activités culturelles (théâtre, cinéma, exposition, etc.) ou encore d'activités manuelles (atelier de cuisine, d'arts plastiques, musique, etc.). À noter que ces initiatives n'ont pas vocation à se substituer aux cours de FLE (français langue étrangère), destinés à un public non-francophone, ou à l'enseignement scolaire : leur but est d'assurer un apprentissage linguistique dans un autre cadre que celui de l'école.

Des aides pour soutenir les associations

Pour faire la promotion de la langue française à l'étranger, toutes les associations membres du programme ont à leur disposition des ressources pédagogiques numériques relayées par différentes chaînes audiovisuelles (TV-5Monde, France Médias Monde, etc) et, plus largement, une vaste diversité de contenus à retrouver sur le site des associations Flam. L'AEFE met également à la disposition des associations une plateforme de formation autour de trois modules : « S'initier au dispositif et structurer une association Flam », « Identifier et concevoir des activités extrascolaires » et « Mettre en œuvre les activités extrascolaires ».

Les associations membres du dispositif Flam peuvent aussi recevoir différentes aides financières. La première subvention porte sur l'aide au démarrage des associations, la deuxième sur l'accompagnement de projets francophones, que ce soit des projets de nature éducative ou culturelle. La dernière subvention vise à favoriser les échanges entre les associations Flam localisées dans le même pays ou dans la même région. ♦

Plus d'infos sur www.associations-flam.fr

Lors de son installation à Orlando, Axelle Gault constate très rapidement dans son secteur un cruel manque de formations à la langue française pour les enfants issus de familles francophones. L'idée de créer une association à cet effet mûrit alors dans sa tête : « Il fallait non seulement maintenir le niveau de français des enfants arrivant de l'Hexagone pour leur permettre de réintégrer le système scolaire lors d'un possible retour en France, mais également permettre aux enfants de familles françaises expatriées de l'apprendre pour leur offrir cette richesse qu'est l'interculturalisme. »

C'est ainsi qu'elle ouvre en 2019 les Samedis français, une association proposant chaque samedi matin une immersion ludique dans la langue et la culture françaises, le tout basé sur le programme de l'Éducation nationale. L'association rejoint dès sa création le programme Flam, créé en 2001 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et confié depuis 2009 à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Ce dispositif vise à soutenir des associations qui proposent des activités extrascolaires autour de la langue française à des enfants français âgés de

3 et 18 ans résidant à l'étranger. Cette initiative de soutien de la langue française à l'international comptabilise aujourd'hui 152 associations présentes sur 37 pays dans le monde.

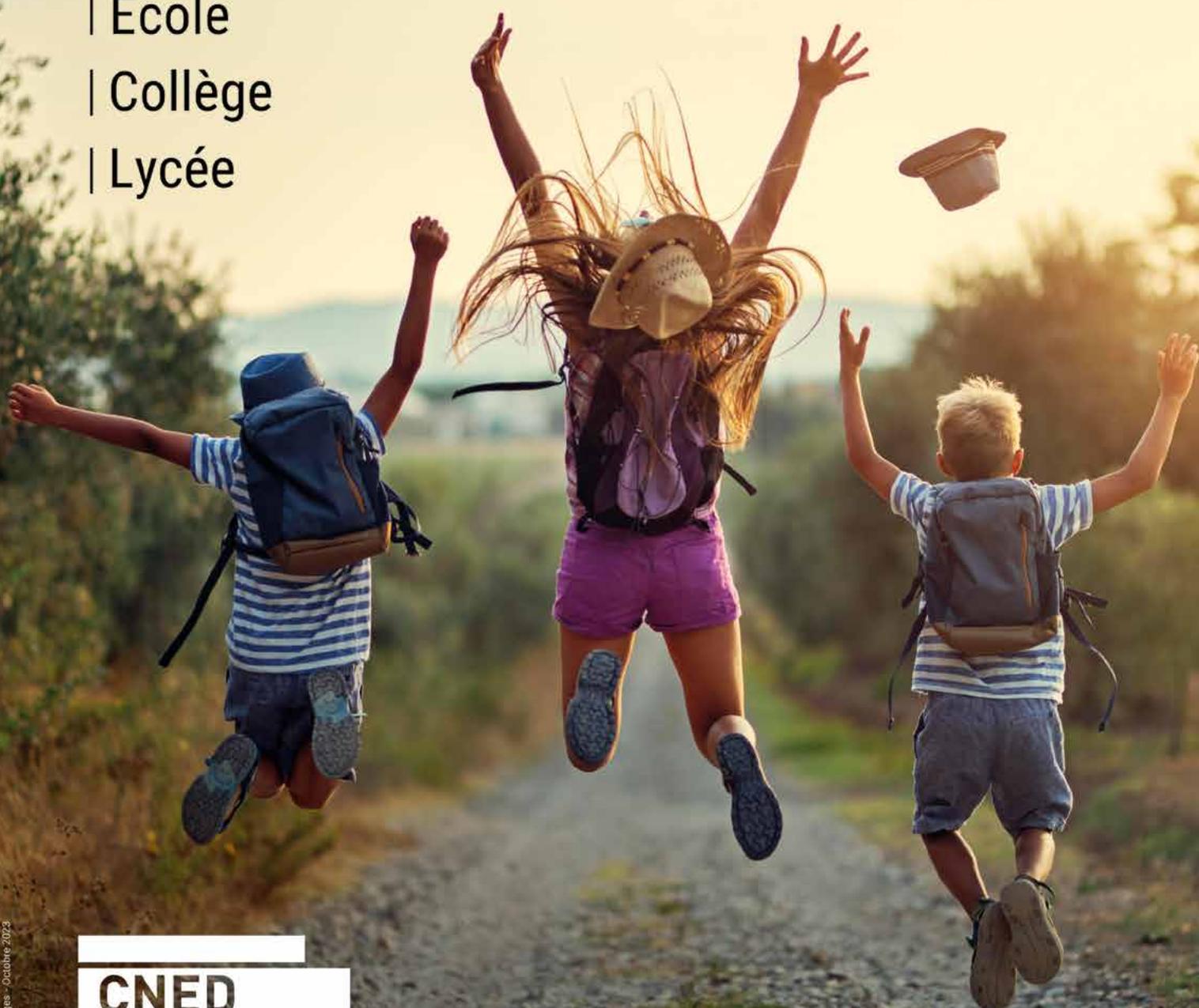
« Une réelle connexion avec la France »

« Étant français et ma femme américaine, nous voulions vraiment offrir à nos enfants la possibilité d'avoir une double culture, se souvient Alexandre Chabauty, expatrié dont le fils est inscrit depuis deux ans aux Samedis français. *Il n'était pas uniquement question de lui apprendre la langue, mais aussi de lui transmettre tout l'héritage culturel français.* » En effet, les associations soutenues par le dispositif Flam ont pour objectif de permettre aux enfants expatriés (ou dont les parents sont francophones) de conserver la culture française. « Nous transmettons aux enfants les valeurs, les chansons, l'humour, les traditions, etc., pour une totale immersion à la française », confirme la fondatrice des Samedis français. Immersion qu'Alexandre Chabauty est plus qu'heureux d'offrir à son fils : « Ce sont des tonnes de choses que nos enfants ne connaîtraient pas sans cette associa-

Partout dans le monde, ayez le réflexe Cned !

Suivre sa scolarité avec le Cned

- | École
- | Collège
- | Lycée



CNED

[cned.fr](https://www.cned.fr)

L'ENSEIGNEMENT
FRANÇAIS
À L'ÉTRANGER

—
139 pays
580 établissements
392 000 élèves



**Rejoignez
-nous**

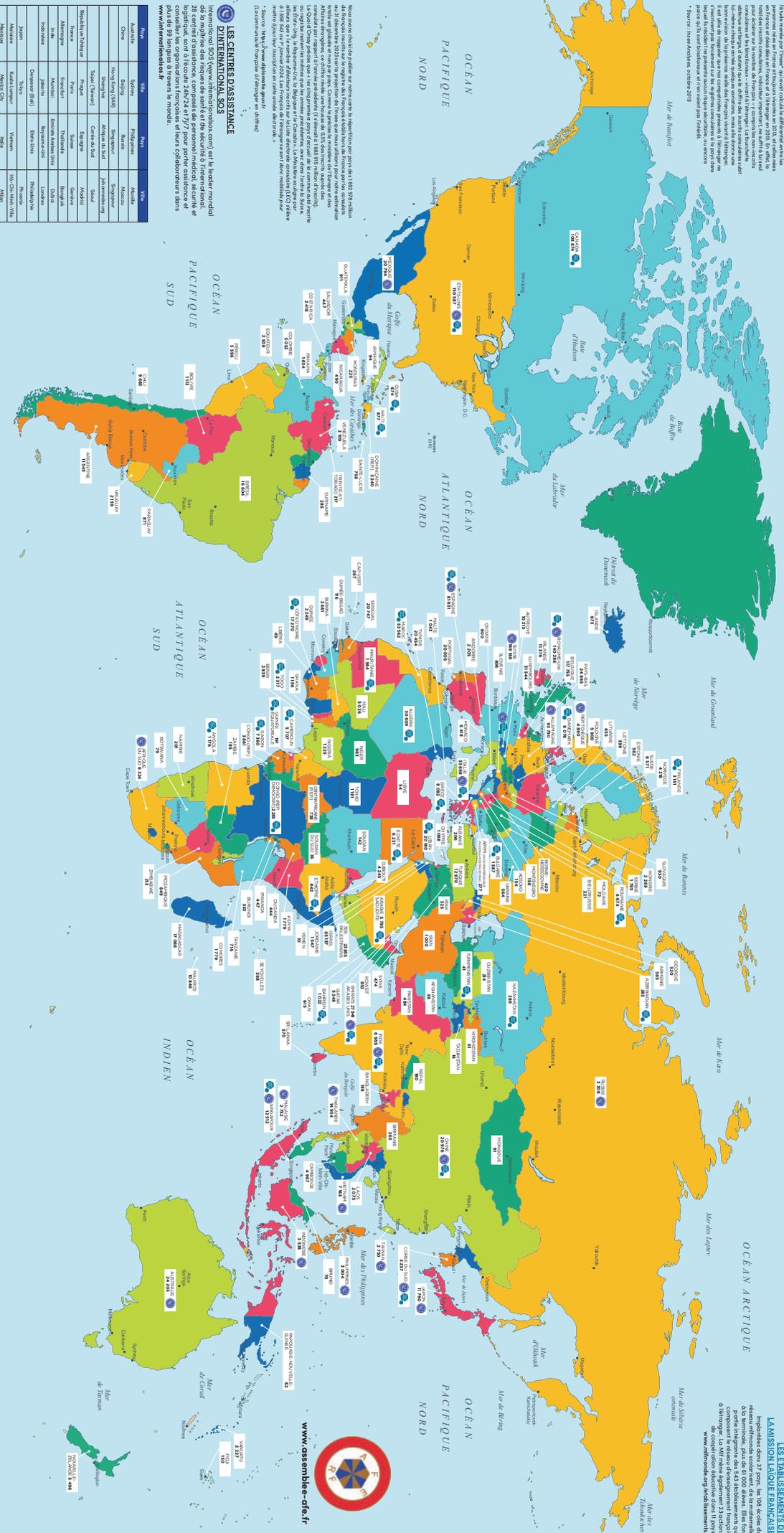
3,5 MILLIONS DE FRANÇAIS DANS LE MONDE

ÉDITION 2024

réseau mlfmonde



Pour obtenir votre estimation de 3,5 millions, nous nous référons à l'Institut français de France qui conduit sa recherche sur les Français à l'étranger depuis 2015. En effet, la population française à l'étranger est en constante évolution et nous devons nous appuyer sur les données les plus récentes disponibles. Les centres d'assistance des Français à l'étranger ont été créés en 2015 et ont permis de recueillir des données précieuses sur les Français à l'étranger. Les centres d'assistance des Français à l'étranger ont été créés en 2015 et ont permis de recueillir des données précieuses sur les Français à l'étranger. Les centres d'assistance des Français à l'étranger ont été créés en 2015 et ont permis de recueillir des données précieuses sur les Français à l'étranger.



Plus de 3,5 millions de Français vivent à l'étranger, soit 10% de la population française. Les Français à l'étranger sont répartis dans plus de 200 pays. Les centres d'assistance des Français à l'étranger ont été créés en 2015 et ont permis de recueillir des données précieuses sur les Français à l'étranger. Les centres d'assistance des Français à l'étranger ont été créés en 2015 et ont permis de recueillir des données précieuses sur les Français à l'étranger.

LES CENTRES D'ASSISTANCE INTERNATIONAUX SOS
L'Institut français de France (IFF) et le ministère de l'Éducation nationale ont créé 28 centres d'assistance, composés de personnel médical, sécurité et logistique, pour offrir un soutien et une aide aux Français à l'étranger. Ces centres sont répartis dans plus de 200 pays à travers le monde.
www.institutfrancais.fr

Centre	Adresse	Téléphone
Chine	Shanghai	+86 21 2818 1111
Indonésie	Jakarta	+62 21 5200 1111
Italie	Rome	+39 06 4782 1111
Espagne	Madrid	+34 91 5200 1111
France	Paris	+33 1 47 33 11 11
Allemagne	Berlin	+49 30 2661 1111
Canada	Ottawa	+1 613 993 1111
USA	Washington DC	+1 202 456 1111
UK	Londres	+44 20 7463 1111
Brésil	Brasilia	+55 61 3241 1111
Argentine	Buenos Aires	+54 11 4382 1111
Chili	Santiago	+56 2 2222 1111
Colombie	Bogota	+57 1 2611 1111
Costa Rica	San José	+506 2 2222 1111
Émirats Arabes Unis	Dubaï	+971 4 3333 1111
Égypte	Caire	+20 2 2333 1111
Émirats Arabes Unis	Dubaï	+971 4 3333 1111
Indonésie	Jakarta	+62 21 5200 1111
Israël	Tel Aviv	+972 3 5222 1111
Italie	Rome	+39 06 4782 1111
Japon	Tokyo	+81 3 3222 1111
Malaisie	Kuala Lumpur	+60 3 2222 1111
Mexique	Mexico City	+52 55 2222 1111

INTERNATIONAL SOS
www.institutfrancais.fr

EN PARTENARIAT AVEC **franceinfo**

rff

FRANCE 24

MCD *plus c'est mieux*

France medias **monde**

ODYSSEY

CEDRF Collectif de Responsabilité et d'Engagement

CNED

AFLC Association Française pour l'Éducation et la Culture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE *L'État, l'Égalité, la Fraternité*

aefe Agence pour l'enseignement français à l'étranger